

608

JEFAD/AMS/90/02

NATIONS UNIES  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
(CEA)

NATIONS UNIES  
ORGANISATION POUR L'ALIMENTATION ET  
L'AGRICULTURE (FAO)

PUBLICATION TECHNIQUE

SUR

LES MESURES VISANT A AMELIORER L'UTLISATION ET  
LA COMMERCIALISATION DU POISSON EN  
AFRIQUE CENTRALE

Mai 1990

## INTRODUCTION

Durant la période de 1970 à 1980, le Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Afrique dans son ensemble a décru de 2,9 pour cent par an pendant que pour l'ensemble du monde en développement, cet indicateur économique a cru de 1,8 pour cent par an durant la même période. A la source de ce déclin économique figurent des causes internes et externes. Au plan externe, la détérioration des termes de l'échange passe pour être l'élément défavorable essentiel. Au plan interne, si les facteurs climatiques et plus particulièrement la sécheresse ont contribué à la stagnation et la forte variabilité de la production agricole, il ne reste pas moins que les politiques de développement conçues ça et là n'ont pas contribué à augmenter la productivité de façon significative. Aussi, si le taux de la croissance démographique en soi (3,5 pour cent en moyenne) n'est pas catastrophique, le fait que le continent ne produit pas assez pour subvenir aux besoins croissants de sa population est un problème des plus préoccupants, et plus particulièrement dans un contexte où le poids du service de la dette devient de plus en plus insupportable.

En effet, le taux d'autosuffisance alimentaire ne cesse de se dégrader dans la majorité des Etats membres et la malnutrition reste chronique et les menaces de famine permanentes. La production céréalière stagne et la production animale n'a pas connu l'essor escompté.

Dans ce contexte et compte tenu de son potentiel très appréciable, le secteur de la pêche et de la pisciculture pourrait contribuer de façon significative à améliorer le statut alimentaire des populations, si une considération plus grande lui est portée. Avec un potentiel de prises annuelles d'environ 6,2 million de tonnes et des prises effectives annuelles de l'ordre de 3,2 million de tonnes (estimations faites en 1985 par la FAO), les possibilités d'accroître la production existe. Cependant, si accroître les volumes des prises totales est une nécessité pour répondre aux besoins croissants, faire en sorte que le secteur contribue pour une plus grande part au développement des économies nationales implique une approche filière et un développement équilibré du secteur, allant de la production à la consommation intérieure ou à l'exportation, en passant par l'amélioration de la manufacture, de la conservation et du traitement et de la transformation. Aussi, compte tenu du fait que la plus grande part de la ressource est partagée entre plusieurs Etats membres et est migrante, le développement de la filière requiert le renforcement de la coopération régionale tant en matière de gestion des ressources, qu'en échanges commerciaux.

La stratégie essentielle et globale d'auto-suffisance et de développement soutenu a été énoncée dans le Plan d'Action de Lagos et l'Acte Final de Lagos, adoptés unanimement par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Afrique en 1980. Le Plan d'Action a donné un caractère prioritaire à l'alimentation et à l'agriculture y compris le secteur de la pêche et de la pisciculture. Dans ce cadre, l'objectif fixé était d'accroître la production de produits de la pêche de 1 million de tonnes entre 1980 et 1985 avec pour but l'accroissement de la consommation individuelle moyenne annuelle de 1 kilogramme 1/.

---

1/ 9.3 kg pour l'Afrique (non comprise l'Afrique du Sud)

Le Plan d'Action de Lagos a par ailleurs recommandé les mesures suivantes comme essentielles pour atteindre l'objectif visé:

- le développement de flottes industrielles hauturières dans les cas où l'abondance de ressources halieutiques le justifie;
- le développement dans tous les cas de la pêche artisanale qui représente la principale source d'approvisionnement des marchés intérieurs;
- l'amélioration des infrastructures de communication entre les points de débarquement et les marchés, afin de faciliter l'écoulement des produits de la pêche (très périssables) et de garantir des revenus aux populations de pêcheurs;
- l'amélioration des techniques traditionnelles de traitement des produits de la pêche afin de réduire tant que possible les pertes post-capture;
- la promotion de l'investissement dans le développement des infrastructures de conservation; et
- l'expansion et le renforcement de la coopération régionale.

Conformément à ces recommandations, la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) ont entrepris, dans le cadre du programme de travail régulier de la Division Mixte CEA/FAO de l'Agriculture, une série d'activités visant à soutenir les efforts des Etats Membres en vue de développer le Secteur de la Pêche et de la Pisciculture, y compris des études sous-régionales sur les "Mesures visant à Améliorer l'Utilisation et la Commercialisation du Poisson en Afrique".

La CEA et la FAO ont réalisé cette étude sur l'Afrique de l'Ouest en 1987, sur l'Afrique de l'Est et Australe en 1988, et envisagent de couvrir l'Afrique du Nord en 1991. L'approche sous-régionale répond non seulement au souci de considérer des zones géographiques homogènes mais encore d'adresser le problème en termes d'intégration sous-régionale afin de rester conforme aux plans des Organisations inter-gouvernementales telles que la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Zone d'Echanges Préférentielle d'Afrique de l'Est et Australe (ZEP), la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEAC) ou l'Union Maghrebine Arabe (UMA).

La présente étude porte sur la sous-région d'Afrique Centrale dans son ensemble et qui inclut 10 Pays dont, le Burundi, le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale, la République Centrafricaine, le Rwanda, Sao Tomé et Principe, le Tchad et le Zaïre. L'ensemble sous-régional comporte 5 Pays côtiers, deux Iles (l'Ile de Malabo) en Guinée Equatoriale comprise) et 4 Pays enclavés. A l'exception de la moitié nord du Tchad et de l'extrême nord au Cameroun, la sous-région est caractérisée par une bonne pluviométrie et comporte de grands cours d'eau et lacs. Aussi, malgré une moyenne sous-régionale de consommation par habitant de poisson (11 kg) guère supérieure à la moyenne continentale (9,3 kg), l'Afrique Centrale comporte à la fois la moyenne nationale la plus élevée du Continent (au Congo avec 35 kg)

et l'une des plus basses (au Rwanda avec 0,2 kg). Ce contexte particulier donne toute son importance au secteur de la pêche et de la pisciculture en ce sens que les actions à entreprendre associent les aspects de développement soutenu d'une part et de promotion des produits de la pêche de l'autre.

Si la situation alimentaire de la sous-région est relativement "satisfaisante", cet ensemble est le plus gros importateur de poisson en Afrique (volume ramené à l'importance relative de sa population totale). De plus, les taux d'urbanisation très élevés de la sous-région nécessitent une action particulière de développement du secteur, y compris l'accroissement de la production et l'amélioration de la conservation, du traitement et de la distribution. Par ailleurs, la satisfaction des besoins croissants de poisson appelle à la récupération des captures accidentelles (rejets de chalutage) et à la promotion des espèces marines ou continentales sous utilisées du fait de certaines habitudes alimentaires. Aussi, l'élargissement et le renforcement de la coopération entre les Etats de la sous-région en matière de pêche pourrait parer au mieux la répartition inégale de la ressource et garantir des approvisionnements réguliers à l'ensemble des Pays de la sous-région.

L'étude, qui a été réalisée sur la base d'informations et de données recueillies au cours d'une mission dans la sous-région 2/ et complétées par des données disponibles au siège de la FAO, comporte les cinq principaux chapitres suivants:

- I - Aperçu Général du Secteur de la Pêche et de la Pisciculture en Afrique Centrale
- II - Les Activités Post-capture
- III - Le Commerce Extérieur
- IV - Les Programmes et Projets de Développement de la Pêche et de la Pisciculture
- V - Recommandations.

---

2/ La mission a été entreprise au cours du mois d'Avril 1990 et l'équipe était composée de:

- Mr. H. Ouadraogo, Chef p.i. de la Section de Commercialisation des Produits Agricoles, Division Mixte CEA/FAO;

- Mr. F. Teutscher, Chargé de Programmes et Projets de Technologie du Poisson, Division des Industries de la Pêche, FAO

- Mr. B. Seck, Consultant de la CEA, Dakar, Sénégal.

## I. APERCU GENERAL

Cette publication est la troisième après celle sur l'Afrique de l'Ouest (1987) et celle sur l'Afrique de l'Est et Australe (1988). En vue de baser les premières analyses sur une approche comparative, les mêmes démarche et présentation que pour les deux premières études ont été adoptées.

En ce qui concerne la gestion et l'exploitation des ressources, objet du présent chapitre, l'Afrique Centrale se caractérise par :

- une production maritime relativement faible comparée aux zones Maroc-Mauritanie-Sénégal au Nord et Namibie-Angola au Sud. En effet, la pauvreté de la production primaire des eaux et l'étroitesse du plateau continental font que les pêcheries maritimes, surtout à caractère industriel sont d'une dimension réduite et leur survie est très sensible à toute augmentation inconsidérée de l'effort de pêche. Toutefois, la pêche artisanale maritime offre dans la plupart des pays de bonnes perspectives du fait de l'existence de fonds rocheux côtiers inaccessibles aux chalutiers. On retrouve dans ces biotopes des espèces de mer salées de haute valeur commerciale (Pagrus spp., Epirophalus spp., Lutjanus spp., etc....);
- des pêcheries continentales à fort potentiel mais qui appellent un effort accru de développement;
- des possibilités importantes de développement de l'aquaculture (Tilapia, Crevette, Truite, Clarias) encore sous-exploitées.

Conformément à l'objectif de la présente étude, qui est d'élucider toutes les mesures propres à permettre aux produits de la pêche de jouer un rôle plus important dans l'alimentation des populations, voire dans la réalisation de l'autosuffisance alimentaire, le présent chapitre se concentre sur les aspects suivants :

- les captures réalisées au niveau des différentes pêcheries,
- le schéma général de distribution des produits de la pêche à partir des différentes pêcheries;
- les problèmes et les contraintes affectant la production;
- les efforts en cours à envisager en vue d'améliorer qualitativement et quantitativement les mises à terre.

### 1.1 Les différentes Pêcheries et les captures réalisées

En se référant aux tableaux 1 et 2, il apparaît que du point de vue du milieu physique, l'Afrique centrale dispose d'une longueur de façade maritime de 1 580 Km (soit 22,6% de celle de l'Afrique de l'Ouest et 9,7% de celle de l'Afrique de l'Est et Australe), d'une superficie de plateau continentale de 75 019 Km<sup>2</sup> (soit 25% de celle de l'Afrique de l'Ouest et 20% de celle de l'Afrique de l'Est et Australe) et d'une superficie d'eaux intérieures de 221 472 Km<sup>2</sup> (soit 2,7 fois celle de l'Afrique de l'Ouest et 5,6% de celle de l'Afrique de l'Est et Australe).

Du point de vue des captures réalisées au niveau des différentes pêcheries, elles sont de :

- 33 442 t pour la pêche maritime industrielle, soit 9,6% de celles de l'Afrique de l'Ouest et 6,6% de celles de l'Afrique de l'Est et Australe,

- 71 400 t pour la pêche maritime artisanale (68% du total maritime), soit 10,8% de celles de l'Afrique de l'Ouest et 52,5% de celles de l'Afrique de l'Est et Australe);

- 262 256 t pour la pêche continentale, soit 1,5 fois celle de l'Afrique de l'Ouest et 28,4% de celle de l'Afrique de l'Est et Australe;

- 647 t pour l'aquaculture soit 92,5% de la production en Afrique de l'Ouest et 6% de celle en Afrique de l'Est et Australe.

L'analyse des proportions dans lesquelles se présentent les niveaux de capture par rapport à celles des données physiques (longueur de côte, étendue du plateau continental, superficie des eaux intérieures), conduit à la conclusion que :

- soit les eaux en Afrique centrale ont un indice d'abondance biologique beaucoup plus faible;

- soit les ressources sont sous-exploitées et appellent à un effort accru de développement des pêcheries.

Compte tenu de la qualité des statistiques disponibles, il est plutôt difficile de bien faire la part des choses.

Toutefois, à la lumière des contacts et informations sur le terrain la faiblesse des rendements des pêcheries d'Afrique Centrale est le fait d'une combinaison de deux aspects ci-dessus évoqués mais avec un poids relatif plus important du second. De surcroît, les rejets en mer et les espèces sous-exploitées constituent un manque à gagner non enregistré du point de vue statistique.

En effet, avec 227 016 pêcheurs et un potentiel de 1 260 000 t, malgré des eaux maritimes relativement pauvres, le niveau des captures en Afrique centrale est marqué par :

- l'absence d'une véritable communauté de pêcheurs traditionnels au niveau de la plupart des pays ayant une façade maritime (Gabon, Congo, Cameroun),

- des pêcheries continentales mal maîtrisées et en toute probabilité sous-développées malgré la constance de la pluviométrie;

- un potentiel aquacole bien au-delà des résultats actuels, compte tenu de la densité du réseau hydrographique et des avantages du relief.

## 1.2 Schéma général de distribution des produits de la pêche à partir des différentes pêcheries

La pêche industrielle maritime pratiquée aussi bien par une flottille étrangère que par des armements nationaux sous forme de joint-ventures, approvisionne dans une plus grande mesure que dans les deux autres régions, le marché local. Seules les espèces de haute valeur commerciale (crevettes, soles, daurades, merous) font partiellement l'objet d'une exportation en frais (pour le poisson) et en congelé (pour les crevettes) vers l'Europe.

Toutefois, les activités de la flottille étrangère, surtout des chalutiers espagnols de grands fonds ne sont pas totalement maîtrisées, du fait de la faiblesse des moyens de surveillance des eaux sous juridiction nationale et de contrôle de l'exercice de la pêche.

Il y a lieu de mentionner la pêche semi-industrielle au Burundi; pratiquée dans le lac Tanganyika par des senneurs de 12-13 m de type grec, pêchant à la lumière et dont la totalité des captures est vendue sur le marché local.

La pêche artisanale maritime en Afrique centrale, en mer comme dans les estuaires, est pratiquée essentiellement par des pêcheurs étrangers (togolais, béninois, nigériens, saotoméens) dont la totalité des captures est vendue sur le marché local en frais ou fumé. Au niveau des zones frontalières une partie du poisson fumé passe d'un pays à un autre.

C'est seulement au Gabon qu'une pêcherie artisanale pratiquée sur les fonds rocheux de la zone de Mayumba exporte une partie importante de ses captures en frais vers l'Europe. Le courant d'exportation est organisé par Promopêche, société privée qui a pris la gérance du Centre de Regroupement des Pêcheurs Artisans à Owendo.

La pêche continentale est, compte non tenu des importations, la principale source d'approvisionnement en poissons de marché local, particulièrement des zones intérieures à partir des nombreux campements de pêche plus ou moins enclavés. Le poisson est soit salé soit séché ou fumé et ensuite acheminé vers les points de vente. Ces produits donnent également lieu à un commerce intrarégional de caractère informel.

Le potentiel de la pêche continentale en Afrique centrale (cuvette du Congo, d'Oubangui, les plaines inondées du Tchad, les plans d'eau au Nord du Cameroun) appelle à de efforts accrus de développement par des programmes adéquats d'encadrement et d'assistance.

Cette pêcherie pourrait en effet jouer un plus grand rôle dans l'amélioration de l'approvisionnement des populations en protéines animales.

Au Gabon et au Congo, les pêcheurs autochtones pratiquent à une large échelle la pêche de subsistance en milieu lagunaire.

### 1.3 Les problèmes et les contraintes affectant la production

La pêche et l'aquaculture en Afrique Centrale constituent un potentiel de production qui pourrait beaucoup aider à alléger le poids des importations de poisson si des programmes adéquats de développement venaient à être mis en oeuvre.

Cependant tout développement basé sur l'exploitation d'une ressource biologique, pour être viable et perenne, requiert une gestion rationnelle des ressources (évaluation physique - connaissance de la dynamique - suivi et mesures réglementaires).

Or, à cet égard, il n'existe dans aucun des pays de cette sous-région une structure de recherche capable de valablement prendre en charge ces questions fondamentales.

C'est pourquoi les données statistiques présentées aux tableaux 3,4,5 et 6, bien qu'ayant permis de dégager une physionomie générale de la pêche dans la région, ne sont ni complètes, ni fiables.

En conséquence, au-delà des contraintes opérationnelles qui actuellement ont un effet adverse sur la production, il est impératif de développer l'activité de recherche halieutique et partant de gestion des stocks. Pour plusieurs raisons (stocks partagés, entités écologiques communes, coûts élevés de la recherche) il est souhaitable d'envisager un tel effort dans un cadre sous-régional malgré toutes les difficultés que connaissent souvent de telles initiatives en Afrique.

Pour en venir aux contraintes dans l'état actuel des choses, elles sont d'ordre économique, sociologique et technique.

Au niveau économique, la forte baisse des flux d'investissements, la faiblesse de l'épargne nationale, les difficultés budgétaires des Etats et le déficit au niveau des balances commerciales, ont pour résultat une situation où :

- les sociétés de pêche industrielle, dans l'impossibilité de procéder à des investissements nouveaux, exploitent une flottille et des infrastructures à terre dont l'âge moyen élevé entraîne des charges d'exploitation excessives, entraînant aussi une baisse continue de la performance;

- sous les effets de la crise économique, les subventions à la production (exonération des facteurs de production importés - prix réduit pour le carburant) ont été supprimées ou considérablement réduites et dans le même temps les prix au consommateur sont fixés par l'autorité publique (Mercuriale) dans la majorité des cas.

Cette politique de l'Etat pris entre des contraintes plus ou moins contrôlables et un souci de maintien du pouvoir d'achat, frappe de plein fouet les possibilités de croissance du secteur, pêche industrielle et artisanale confondues.



D'une manière générale, la faiblesse des investissements publics pour le développement du réseau routier et des possibilités de communication limite le développement de la pêche artisanale et de la pêche continentale.

Du point de vue sociologique, les communautés de pêcheurs traditionnels, originaires de pays voisins et en activité dans la région sont mal intégrées (procédures d'entrée, de séjour et d'activité, longues et coûteuses, inaccessibilité à la propriété immobilière, effort d'encadrement et d'assistance limité). Une meilleure intégration de ces communautés très dynamiques contribuerait beaucoup à l'émergence à terme dans la plupart des pays de la région, d'une communauté de pêcheurs nationaux avec une vocation véritable pour la pêche à une échelle commerciale. Cela suppose également l'accès au crédit pour éviter l'intensification de la vague actuelle de prolétarianisation des pêcheurs artisanaux. Enfin, au plan technique, toutes les pêcheries de la région souffrent d'un manque de main-d'oeuvre nationale qualifiée, sauf pour la pêche continentale et lagunaire de subsistance. Aussi, les activités en amont (recherche, réglementation, vulgarisation et encadrement) et en aval (conservation et transformation des produits) ne sont pas développées au point d'insuffler un dynamisme particulier au secteur.

Du fait de cette faiblesse de l'encadrement et de la capacité de vulgarisation, particulièrement au niveau de la pêche artisanale maritime et de la pêche continentale les techniques de pêche ont encore un caractère largement rudimentaire qui explique que les mises à terre soient en deçà du potentiel.

L'industrie traditionnelle de transformation (salage, séchage et fumage) souffre des mêmes contraintes qui affectent sa productivité et la qualité de ces produits (durée de conservation, qualités organoleptiques). Ceci freine dans une certaine mesure la production durant les périodes d'abondance.

#### 1.4 Les efforts en cours et à envisager en vue d'améliorer la situation

Compte tenu du rôle du poisson dans l'alimentation des populations et partant de l'importance socio-économique de la pêche, des efforts sont faits depuis plusieurs années, dans certains pays depuis plusieurs décennies, au niveau national et dans le cadre de la coopération latérale et multilatérale. Le Chapitre IV fait le point et analyse l'impact des différents projets exécutés ou en cours d'exécution.

Cependant, d'une manière générale, les objectifs de développement n'ont pas été atteints. La pêche maritime industrielle connaît une inquiétante chute des captures par unité d'effort ayant entraîné la faillite de certains armements. Au niveau de la pêche artisanale maritime et continentale les programmes d'encadrement et d'assistance sont en perte de vitesse du fait de la crise économique.

Dans la perspective d'une contribution plus grande et plus soutenue du secteur de la pêche aux efforts de développement économique et social, les Etats de l'Afrique Centrale doivent, dans le cadre d'une coopération sous-régionale dynamique et efficace :

- s'atteler à la mise en place d'une structure performante de recherche halieutique et de gestion des stocks marins et des entités écologiques communes (crevettes du Congo, Oubougui, Lac Tanganyika),
- promouvoir la signature d'accords de pêche et/ou la mise en oeuvre d'un armement communautaire;
- favoriser les échanges d'expérience au niveau de la pêche artisanale pour une meilleure intégration des communautés migrantes de pêcheurs artisanaux.

Au niveau national les programmes d'encadrement et d'assistance doivent désormais être conçus et exécutés de manière à permettre d'une part une plus grande responsabilisation des pêcheurs et la prise en charge rapide par eux-même de leurs propres affaires, et d'autre part le libre exercice de leurs activités pour les différents intermédiaires intervenant sur la filière. L'implication de l'Etat devrait se limiter à l'organisation du cadre et à la réglementation des activités car l'implication des agents de l'Etat dans l'accomplissement des fonctions économique-commerciales a rarement donné les résultats escomptés. Enfin, du point de vue stratégie de développement, il s'agira de rechercher l'équilibre difficile entre les choix technologiques (facteurs de production importés) et les marchés-cibles de la production (effets sur la balance commerciale). Ceci est d'autant plus important que dans la plupart des pays de la région, les recettes d'exportation connaissent une forte variation à la baisse.

Tableau 1

| Sous-Régions                 | Longueur du Littoral (Km) | Plateau Continental (Km <sup>2</sup> ) | Eaux Continentales (Km <sup>2</sup> ) | Nombre de Pêcheurs | Potentiel |
|------------------------------|---------------------------|--|---------------------------------------|--------------------|-----------|
| Afrique de l'Ouest           | 7 000                     | 300 000                                | 82 000                                | 620 000            | 1 640 000 |
| Afrique de l'Est et Australe | 16 229                    | 375 166                                | 395 505                               | 260 000            | 1 560 000 |
| Afrique Centrale             | 1 580                     | 75 019                                 | 221 472                               | 227 016            | 1 260 000 |

Tableau 2

| Sous-Régions                   | Production Marine Industrielle (t) | Production Marine Artisanale (t) | Production de la Pêche Continentale (t) | Production de l'Aquaculture (t) | Production Total (t) |
|--------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|---|---------------------------------|----------------------|
| Afrique de l'Ouest *           | 357 000                            | 663 000                          | 180 000                                 | 700                             | 1 200 000            |
| Afrique de l'Est et Australe * | 508 079                            | 136 105                          | 923 392                                 | 10 550                          | 1 582 246            |
| Afrique Centrale               | 33 402                             | 71 400                           | 262 256                                 | 647                             | 36 794               |

\*/ Les chiffres pour l'Afrique de l'Ouest, et pour l'Afrique de l'Est et Australe sont de 1987 et 1988 respectivement.

Tableau 3 : Informations générales

| Pays                 | Longueur de la façade maritime (Km) | Superficie du Plateau Continental (Km <sup>2</sup> ) | Superficie des Eaux Continentales (Km <sup>2</sup> ) | Etat de l'Aquaculture | Population (Million) | % du Total | Taux de Croissance | Observations   |
|----------------------|-------------------------------------|--|--|-----------------------|----------------------|------------|--------------------|--|
| Burundi              | -                                   | -  | 2 150  | assez développé       | 5 153 000            | 8,3%       | 3,06%              | Pression démographique forte                                     |
| Comoren              | 360                                 | 13 000   | 40 000   | en perte de vitesse   | 10 154 000           | 16,5%      | 2,35%              |  |
| Centra               | -                                   | -  | 30 000 <sup>1/</sup>                                 | activité soutenue     | 2 410 000            | 3,9%       | 2,50%              | L'aquaculture mérite d'être développée davantage                 |
| Afrique              |                                     |  |  |                       |                      |            |                    |  |
| Océ                  | -                                   | -  | 12 000 <sup>2/</sup>                                 | négligeable           | 5 266 000            | 8,6%       | NA                 | Pêcheries durablement affectées par la sécheresse                |
| Congo                | 170                                 | 9 300  | 40 000   | en perte de vitesse   | 1 836 000            | 3%         | 2,60%              | Inexistence d'une véritable communauté de pêcheurs traditionnels |
| Gabon                | 800                                 | 354 000  | 10 000   | développement amorcé  | 1 057 000            | 1,7%       | 1,47%              | "  |
| Guinée Equatoriale   | NA                                  | 14 710   | NA   | négligeable           | 383 000              | 0,6%       | NA                 |  |
| Rwanda               | -                                   | -  | 1 242  | activité soutenue     | 5 903 000            | 9,6%       | NA                 |  |
| Seo Tomé et Principe | 210                                 | 1 500  | NA   | instantané            | 108 000              | 0,2%       | 2,6%               | Le plateau continental est très étroit                           |
| Zaïre                | 40                                  | 1 150  | 86 080   | activité soutenue     | 29 104 000           | 47,6%      | NA                 | Importantes ressources en Eaux apparemment sous-exploitées       |
| Total                | 1 580                               | 75 019   | 221 472  |                       | 61 374 000           | -          | -                  |  |

<sup>1/</sup> Ce sont là essentiellement des plaines d'inondation

<sup>2/</sup> Avec de fortes variations dues aux fluctuations pluviométriques.

Tableau 4 : Captures et potentiel des différentes pêcheries

| Pays                    | Pêche Maritime   |  |            | Pêche Continentale |                               | Production<br>Aquaole<br>(t) | Captures<br>Totales<br>(t) | Observations   |
|-------------------------|------------------|--|------------|--------------------|-------------------------------|------------------------------|----------------------------|--|
|                         | Potentiel<br>(t) | Niveau actuel des Captures<br>Industrielle | Artisanale | Potentiel<br>(t)   | Niveau actuel<br>des captures |                              |                            |  |
| Burundi                 | -                | -  | -          | 17.800 1/          | 15.700 2/                     | 15 3/                        | 15.715                     | Evaluation des<br>Ressources en<br>cours                   |
| Cameroon                | 80.000           | 8.342                                      | 48.000     | 330.000            | 37.500 4/                     | 195 4/                       | 94.037                     | Le secteur est en<br>difficulté                            |
| Centre Afrique          | -                | -  | -          | 25.000             | 4.600                         | 100                          | 4.700                      | Le potentiel de<br>la pêche<br>artisanale est<br>important |
| Chad                    | -                | -  | -          | 200.000            | 65.000                        | NA                           | 65.000                     |  |
| Congo                   | 38.100           | 13.400                                     | 8.600      | NA                 | 32.000                        | 89                           | 54.089                     |  |
| Gabon                   | NA               | 7.000                                      | 11.000     | NA                 | 2.000                         | 28                           | 20.028                     | Le développement de<br>la pêche artisanale<br>est amorcé   |
| Guinée Equatoriale      | NA               | 3.700                                      | 300        | -                  | 1.256                         | -                            | 4.000                      |  |
| Rwanda                  | -                | -  | -          | NA                 | -                             | 220                          | 1.476                      |  |
| Sao Tomé et<br>Principe | 4.500            | 700  | 1.500      | -                  | -                             | -                            | 2.200                      | Le potentiel des<br>Masses d'eau<br>sous-exploité          |
| Zaire                   | 6.000            | 300  | 2.000      | 340.000            | 104.200                       | NA                           | 106.700                    |  |
| Total                   | 128.600          | 33.442                                     | 71.400     | 912.800            | 262.256                       | 647                          | 367.945                    |  |

1/ Ceci constitue la moyenne de la fourchette entre 14.600 et 21.000 t.

2/ Sur les 15.700 t de captures, la pêche industrielle compte pour 5.500 t (données 1986).

3/ C'est la moyenne de fourchette entre 10 et 20 t.

4/ Les captures de la Pêche Continentale se situent en 25 et 50.000 t en fonction de pluviosité.

5/ En l'absence de statistiques précises, ce chiffre est une moyenne calculée sur la base des données 1980.

Tableau 5 - Importance de la Flottille et Nombre de Pêcheurs

| Pays                | Flottille Industrielle | Flottille artisanale | Flottille des Faux Intérieures | Nombre de pêcheurs | Observations |
|---------------------|------------------------|----------------------|--------------------------------|--------------------|--------------|
| Burundi             | -                      | -                    | 1 017 <u>1/</u>                | 7 000              |              |
| Cameroon            | 29                     | 5 000                | n.a.                           | 20 000 <u>2/</u>   |              |
| Centrafrique        | -                      | -                    | n.a.                           | 5 150 <u>3/</u>    |              |
| Chad                | -                      | -                    | n.a.                           | 70 000 <u>4/</u>   |              |
| Congo               | 20                     | 530                  | n.a.                           | 11 546             |              |
| Gabon               | 38                     | 1 800                | n.a.                           | 6 500              |              |
| Guinée Bq.          | 30                     | 1 100                | -                              | 2 688              |              |
| Rwanda              | -                      | n.a.                 | -                              | 2 000              |              |
| S. Tomé et Príncipe | 2                      | 2 057                | -                              | 2 132              |              |
| Zaire               | n.a.                   | n.a.                 | n.a.                           | 100 000            |              |
| Total               | 119                    | 10 487               | 1 017                          | 227 016            |              |

1/ Ce chiffre comprend 17 unités de pêche industrielle et 1 000 pirogues artisanales. Le nombre de pirogues est un chiffre minimal et chaque unité industrielle comprend 1 seneur de 12 m type grec, une large porte-file et 3 à 6 embarcations porte-faux.

2/ Concerne exclusivement la pêche artisanale maritime.

3/ Seulement 650 sont des pêcheurs permanents, les 4 500 sont des pêcheurs occasionnels.

4/ Dont 50 000 occasionnels.

Tableau 6: Approvisionnement en Produits de la Pêche et Consommation per capita

| Pays                 | Captures<br>Totales<br>(t) | Importations<br>(t) | Exportations<br>(t) | Approvisionnement<br>Total<br>(t) | Population | Consommation<br>per capita<br>(kg) | Observations   |
|----------------------|----------------------------|---------------------|---------------------|-----------------------------------|------------|------------------------------------|--|
| Burundi              | 15.715                     | 200                 | 210                 | 15.705                            | 5.153.000  | 3,04                               | L'Afrique<br>Central est une<br>zone de produc-<br>tion relative-<br>ment faible et<br>compte tenu de<br>la pression<br>démographique<br>seule la dis-<br>ponibilité de<br>devises sera la<br>contrainte à<br>l'augmentation<br>continue des<br>importations |
| Cameroon             | 94.037                     | 80.000              | 850                 | 174.887                           | 10.154.000 | 17,22                              |  |
| Centre-<br>africaine | 4.700                      | 1.000               | 1.000               | 4.700                             | 2.410.000  | 1,95                               |  |
| Chad                 | 65.000                     | -                   | -                   | 65.000                            | 5.266.000  | 12,30                              |  |
| Congo                | 54.089                     | 50.000              | negligeable         | 104.089                           | 2.000.000  | 52,04                              |  |
| Gabon                | 20.028                     | 12.400              | 2.800               | 29.628                            | 1.057.000  | 28,03                              |  |
| Guinée-              |                            |                     |                     |                                   |            |                                    |  |
| Equa.                | 4.000                      | 1.000               | 200                 | 4.900                             | 383.000    | 12,80                              |  |
| Rwanda               | 1.476                      | -                   | -                   | 1.476                             | 5.903.000  | 0,25                               |  |
| Sao T. &<br>Prin.    | 2.200                      | -                   | -                   | 2.200                             | 108.000    | 20,37                              |  |
| Zaire                | 106.700                    | 64.500              | negligeable         | 171.200                           | 29.104.000 | 5,90                               |  |
| Total                | 367.945                    | 209.200             | 5.060               | 572.085                           | 61.538.000 | = 9,3                              |  |

## II.1 Activités post-capture

### I.1 L'utilisation du poisson - état actuel

Du Tableau 7 ci-dessous nous avons dérivé le suivant aperçu global pour ce qui concerne les formes dans lesquelles le poisson est utilisé.

TABLEAU 7 (A INSERIR)

|                                | Production<br>(1000 t) % |     | Importations<br>(1000 t) % |     | Total<br>(1000 t) % |     |
|--------------------------------|--------------------------|-----|----------------------------|-----|---------------------|-----|
| Frais                          | 84                       | 22  | -                          | -   | 84                  | 14  |
| Congelé                        | 19                       | 5   | 173                        | 81  | 192                 | 32  |
| Séché (eq.fr.)                 | 103                      | 26  | 10                         | 5   | 113                 | 19  |
| Salé-séché (eq.fr.)            | 16                       | 4   | 19                         | 9   | 35                  | 6   |
| Fumé (eq.fr.)                  | 121                      | 31  | 11                         | 5   | 132                 | 22  |
| Farine pour bétail<br>(eq.fr.) | 9                        | 2   | -                          | -   | 9                   | 1   |
| Pertes après capture           | 37                       | 10  | -                          | -   | 37                  | 6   |
| Total                          | 389                      | 100 | 213                        | 100 | 602                 | 100 |

Des Tableaux 7 et 8 on peut dégager quelques caractéristiques spécifiques pour la sous-région de l'Afrique Centrale:

- (i) Un niveau assez élevé des importations. L'autosuffisance en poisson de la sous-région atteindait environ 65% en 1987. En Afrique de l'ouest l'autosuffisance en poisson était de 90 p. cent en 1985, en Afrique de l'est et australe elle était de 100 p. cent en 1986.
- (ii) Le pourcentage relativement bas du frais (22%) dans la commercialisation de la production locale. Ce pourcentage est relativement petit par rapport à ceux des autres sous-régions africaines au Sud du Sahara : en Afrique de l'Ouest, et aussi en Afrique de l'Est et Australe il atteint environ 40 p. cent. Par rapport à l'approvisionnement total, c'est à dire y compris les importations, la consommation du frais ne représente que 14 p. cent en Afrique centrale.
- (iii) La consommation du poisson salé-séché est plus élevée dans l'Afrique de l'Ouest que dans les autres sous-régions.
- (iv) Avec presque 8 kg par an la consommation du poisson par habitant est un peu plus élevée en Afrique Centrale par rapport aux autres sous-régions où elle est de 7/kg/hab/an.



Tableau 8 - Estimations pour l'utilisation du poisson  
(en 1000 t sauf autrement indiqué)

Burundi Cameroon Chad Congo Gabon Guinée Bq. R.C.A. Rwanda S.Tomé & P. Zaïre Totale

|                    |   |    |    |    |    |   |    |   |   |     |     |  |
|--------------------|---|----|----|----|----|---|----|---|---|-----|-----|--|
| Production marine: |   |    |    |    |    |   |    |   |   |     |     |  |
| - industr.         | - | 63 | -  | 14 | 19 | 3 | -  | - | 4 | 4   | 107 |  |
| - artis.           |   |    |    |    |    |   |    |   |   |     |     |  |
| inland:            |   |    |    |    |    |   |    |   |   |     |     |  |
| - industr.         | 5 | 20 | 60 | 17 | 2  | 1 | 13 | 2 | - | 161 | 281 |  |
| - artis.           |   |    |    |    |    |   |    |   |   |     |     |  |
| aquaculture        | - | -  | -  | -  | -  | - | -  | - | - | 1   | 3   |  |

|               |          |     |    |     |     |    |   |    |   |   |        |        |
|---------------|----------|-----|----|-----|-----|----|---|----|---|---|--------|--------|
| Imports       | total(1) | 5   | 83 | 60  | 31  | 21 | 4 | 13 | 2 | 4 | 166    | 391    |
| frozen        | -        | -   | 60 | -   | 32  | 3  | 2 | -  | - | - | 76     | 173    |
| cured(5)      |          |     |    |     |     |    |   |    |   |   |        |        |
| - dried       | (2)      | (2) | -  | (2) | (3) |    |   |    |   |   | (10)   | (18)   |
| - salted      | -        | (3) | -  | (8) | (1) | -  | - | -  | - | - | (6)    | (19)   |
| - smoked      | (1)3     | -   | 5  | -   | 10  | 4  | - | -  | - | - | (10)26 | (11)48 |
| - canned(5)   | -        | 3   | -  | 7   | 3   | 1  | 1 | -  | - | 6 | 21     |        |
| - Animal feed | -        | -   | -  | -   | -   | -  | - | -  | - | - | -      | -      |

|              |              |   |    |    |    |    |   |   |   |   |     |     |
|--------------|--------------|---|----|----|----|----|---|---|---|---|-----|-----|
| Exports      | total (5)(2) | 3 | 68 | -  | 49 | 10 | 3 | 1 | - | - | 108 | 242 |
| fresh/frozen | -            | - | 1  | -  | 1  | 2  | - | - | - | - | 1   | 5   |
| cured (5)    | -            | - | 33 | 17 | -  | -  | - | - | - | - | 1   | 51  |

- 16 -

| Utilization      | Total (5) | 34   | 17   | 1    | 2   | -   | -   | -   | - | 2       | 56      |
|------------------|-----------|------|------|------|-----|-----|-----|-----|---|---------|---------|
| of national      |           |      |      |      |     |     |     |     |   |         |         |
| production fresh | 2         | 24   | 5    | 8    | 6   | 2   | 4   | 1   | 1 | 30      | 85      |
| frozen cured:    | -         | 10   | -    | 5    | 4   | -   | -   | -   | 3 | -       | 19      |
| - dried          | (2)       | (10) | (15) |      | (2) |     | (2) | (1) |   | (70)    | (102)   |
| - salted-        |           |      |      |      |     |     |     |     |   |         |         |
| dried            | - 2       | 40   | 50   | 12   | 8   | 2   | 8   | 1   | - | (16)116 | (16)239 |
| - smoked         | -         | (30) | (35) | (12) | (6) | (2) | (6) |     |   | (30)    | (121)   |
| animal feed(3)   | 1         | 1    | -    | 1    | 1   | -   | -   | -   | - | 5       | 9       |
| losses (4)       | 1         | 8    | 5    | 5    | 2   | -   | 1   | -   | - | 15      | 37      |

|                                       |     |      |     |      |      |      |     |     |      |      |      |
|---------------------------------------|-----|------|-----|------|------|------|-----|-----|------|------|------|
| Available for consumption (1+2-3-4-5) | 6   | 108  | 38  | 73   | 20   | 4    | 12  | 2   | 4    | 252  | 519  |
| Population (millions)                 | 5.2 | 10.9 | 5.5 | 1.9  | 1.3  | 0.4  | 2.8 | 6.7 | 0.1  | 33.0 | 67.8 |
| Consumption/kg/cap/yr                 | 1.2 | 9.9  | 6.9 | 38.4 | 15.3 | 10.0 | 4.3 | 0.3 | 40.0 | 7.6  | 7.7  |

|                 |   |    |   |   |    |   |   |   |   |   |    |
|-----------------|---|----|---|---|----|---|---|---|---|---|----|
| Discards at sea | - | 15 | - | 5 | 10 | 1 | - | - | - | - | 31 |
|-----------------|---|----|---|---|----|---|---|---|---|---|----|

Ces aspects et d'autres sont développés ci-dessous:

### II.1.1 Produits importés

La sous-région est caractérisée par des faibles ressources halieutiques et par une faible production de viande et de légumineuses à cause du climat tropical humide.

Etant donné que pour les mêmes raisons de climat le manioc est l'aliment de base pour une grande partie de la population, il s'impose le besoin d'importer de la protéine parce que le manioc en est très pauvre. En moyenne, pour toute la sous-région les importations de poisson apportent 18 p. cent de l'approvisionnement par habitant en protéines animales et 2,8 p. cent en protéines totales. C'est pourquoi, dans le concept de sécurité alimentaire l'approvisionnement en poisson doit être pris en considération pour assurer que la qualité de l'alimentation soit acceptable. Ceci vaudrait surtout pour les pays où l'aliment de base est constitué par le manioc ou l'igname. Le pays où ces facteurs sont les plus évidents est le Congo où donc il n'est peut-être pas par hasard qu'on y constate la plus forte consommation de poisson dans le continent africain: entre 35 et 40 kg/hab/an. En plus d'apporter des protéines, le poisson apporte beaucoup de micro-nutriments et oligo-éléments, comme par exemple le iode qui souvent manque dans la diète locale. Ainsi, la consommation de poisson contribue également à alléger les problèmes de goitre, bien que souvent l'absorption du iode est empêchée par une substance chimique (thiocyanate) présente à cause d'une mauvaise préparation (détoxification) du manioc.

Dans le Tableau 9 nous présentons les disponibilités de protéines en grammes par personne par jour. Les pays où l'approvisionnement en protéines végétales est le plus bas, sont le Congo (29,8 grammes de protéines végétales par personne par jour), La République Centrafricaine (32,9 gr/pers/jour) et le Zaïre (27,4 gr/pers/jour). Au Congo la faible consommation de protéines végétales est compensée par une consommation de 16,1 grammes de protéines animales dont presque 85% (13,6 g) d'origine poisson. Dans la République Centrafricaine la consommation de viande et lait est plus importante par rapport à celle du poisson. La faible consommation de protéines végétales y est donc compensée plutôt par la viande.

Dans le cas du Zaïre la faible consommation de protéines végétales n'est compensée ni par la viande ni par le poisson. Avec 35 g/pers/jour l'approvisionnement total en protéines y reste l'un des plus bas dans toute l'Afrique. En fait, cette quantité est trop basse du point de vue physiologique. De ce point de vue l'approvisionnement en protéines doit être environ 40 g/pers/jour. Pour compenser le déficit de 5 g avec seulement du poisson, le Zaïre aurait besoin d'une quantité additionnelle de 300.000 t de poisson par an ( $5 \text{ g/hab/jr} \times 365 \text{ jr/an} \times 33 \text{ millions d'habitants} \times 0.005 \text{ kg poisson eq. frais/g protéines} = 301.125.000 \text{ kg} = 301.125 \text{ t}$ ). Elle porterait le taux de consommation de 7,6 à 17 kg/hab/an.

Tableau 9 - Approvisionnement en protéines provisoire (période 1983-85)

| Pays                | Protéines<br>végétaux<br>g/hab/jr | Protéines<br>animaux<br>g/hab/jr | Total<br>g/hab/jr | Protéines de poisson<br>g/hab/jr | % des<br>prot.<br>anim. | % du<br>tot. | Protéines de poisson<br>g/hab/jr | % des<br>prot.<br>anim. | Importé<br>g/hab/jr | % du<br>tot. |
|---------------------|-----------------------------------|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------------|--------------|----------------------------------|-------------------------|---------------------|--------------|
| Burundi             | 67.8                              | 3.5                              | 71.3              | 0.7                              | 20                      | 1.0          | 0.2                              | 5.7                     | 0.3                 |              |
| Caméroun            | 40.8                              | 7.1                              | 47.9              | 5.3                              | 75                      | 11           | 2.1                              | 30                      | 4.4                 |              |
| Chad                | 40.0*                             | 10.0*                            | 50.0*             | 2.3                              | 23*                     | 4.6*         | -                                | -                       | -                   |              |
| Congo               | 29.8                              | 16.1                             | 45.9              | 13.6                             | 84                      | 30           | 8.5                              | 53                      | 19                  |              |
| Gabon               | 35.0*                             | 15.0*                            | 50.0*             | 8.3                              | 55*                     | 17*          | 2.5*                             | 17*                     | 5.0*                |              |
| Guinée Equatoriale  | 30.0*                             | 10.0*                            | 40.0*             | 3.3                              | 33*                     | 8.3*         | 2.5*                             | 25*                     | 6.3*                |              |
| Rép. Centrafricaine | 32.9                              | 8.8                              | 41.7              | 1.7                              | 20                      | 4.1          | 0.1                              | 1.1                     | 0                   |              |
| Rwanda              | 48.3                              | 4.2                              | 52.5              | 0.1                              | 2                       | 0.2          | 0                                | 0                       | 0                   |              |
| S. Tomé et Príncipe | 39.8                              | 12.2                             | 52.0              | 11.0                             | 90                      | 21           | 3.3                              | 27                      | 6.3                 |              |
| Zaire               | 27.4                              | 6.1                              | 33.5              | 3.0                              | 49                      | 9.0          | 1.1                              | 18                      | 3.2                 |              |

\* estimé.

La grande majorité des importations est sous forme de poisson congelé; pour la sous-région le 37% de l'approvisionnement total est sous forme de congelé dont 33% du total est représenté par les importations, le restant 14% par des débarquements de poisson congelé par les flottes industrielles nationales. Dans les importations de la sous-région le congelé représente le 71%.

Pour les trois pays importateurs les plus importants les chiffres sont comme il suit:

|                                      | <u>Caméroun</u> | <u>Congo</u> | <u>Zaïre</u> |
|--------------------------------------|-----------------|--------------|--------------|
| Importations totales (t)             | 68 000          | 49 000       | 108 000      |
| Poisson congelé - % des importations | 88              | 65           | 70           |
| - % de l'approvisionnement total     | 65              | 44           | 30           |

#### II.1.2 La consommation en frais

Pour l'ensemble de l'approvisionnement en poisson dans la sous-région (production locale et importations) le frais ne correspond qu'au 14%. Pour ce qui concerne les captures locales, environ 22% est consommé à l'état frais, tandis que pour l'Afrique de l'Ouest et aussi pour l'Afrique de l'Est et Australe environ 40% de la production est consommé à l'état frais.

L'éloignement des centres de consommation des centres de production et le mauvais état des routes sont parmi les raisons de cette basse consommation du frais. Mais on constate qu'aussi Yaoundé ne reçoit guère du frais, cependant Yaoundé se trouve à quelques heures de la côte et la route Douala-Yaoundé est bonne. Il est donc évident qu'il y a d'autres raisons.

Nous avons constaté que l'infrastructure de commercialisation manque surtout le long des côtes: les routes sont mauvaises ou non existantes, il n'y a presque pas de glace ni de conteneurs isothermes. Par conséquent, sauf quelques rares exceptions, la commercialisation du frais n'est possible qu'au niveau des centres de production. Au Gabon l'on trouve des conteneurs isothermes de fabrication raffinée locale utilisés dans les pirogues de pêche desservant la population de poisson frais. A un niveau plus bas de technologie et d'investissement, se trouvent les cas où la glace n'est utilisée qu'après le débarquement, souvent dans des caisses simples en bois sans couche isotherme. C'est le cas des commerçants à Douala, à Kasenyi (L. Mobutu Sese Seko = L. Albert) à Vitshumbi (L. Idi Amin = L. Edward), à Kalemie (L. Tanganyika) et au niveau du Lac Moero.

Les pêcheurs/commerçants lelong des fleuves et les lacs dépendants souvent conservent les poissons vivants en nasses attendant la collecte ou le transport. Cette méthode n'est pas possible pour les poissons de mer.

Dans quelques pays une autre raison pour le manque du développement de la commercialisation du frais a été le manque de prix suffisamment intéressant pour faire l'effort. Deux facteurs ont probablement déprimé les prix: la politique de prix de certains gouvernements et les importations.

Dans quelques pays il y a eu pendant plusieurs années une politique de prix de certains aliments y compris le poisson qui visait à assurer accès à ces produits aux couches moins aisées de la population. En plus, ces politiques ne tenaient pas en considération les frais de commercialisation. Les mêmes prix étaient fixés pour tout le pays. La conséquence de telle politique a été la presque inexistence de commercialisation du poisson frais plus loin que les centres de production.

Il est fort probable que les importations d'espèces à bas prix, comme le chinchard, ont également eu un effet déprimant sur les prix des poissons locaux: pourquoi dépenser mille francs CFA pour un kilogramme de poisson local, si l'on peut acheter un kilogramme de chinchard pour 500 francs?

Maintenant que les prix sont libérés il est probable que les commerçants prennent plus d'intérêt dans le transport et la commercialisation du frais. La demande existe et c'est également dans l'intérêt des pêcheurs, puisqu'un poisson vendu pour la commercialisation en état frais a toujours un meilleur prix que dans le cas où il serait transformé. En outre, l'utilisation de la glace permet de réduire les pertes après capture, ainsi que la consommation du bois de fumage.

Le développement de la commercialisation du frais pourrait être accéléré si les capacités de vulgarisation de la technologie étaient fortes. Malheureusement on doit constater que dans la plupart des pays les cadres sont peu formés et les instituts de recherche actif dans le domaine post-capture sont inexistantes ou très pauvrement impliqués dans le processus de développement.

Par exemple, il est triste de constater qu'à Donala où il y a un des rares instituts de recherche post-capture (à Limbé), la glace n'est utilisée dans la pêche artisanale que par des commerçants, et cela dans des caisses en bois dans lesquelles la glace est conservée en sciure. Cependant, la glace coûte chère et la polystyrène expansée y est disponible pour construire des caisses isothermes.

L'institut, qui pourrait être un moteur du développement, n'est impliqué ni dans la recherche du frais, ni dans la vulgarisation.

Finalement, les prix de la glace forment la dernière barrière pour la commercialisation du frais, aggravée encore par le manque d'isolation thermique des caisses entraînant une consommation excessive de glace.

### II.1.3 Le poisson salé-séché

La pauvreté des ressources en poisson, viande et légumineuses en Afrique Centrale peuvent expliquer les besoins d'importer des denrées alimentaires protéiques. Probablement basée sur des critères d'habitudes alimentaires existantes dans la zone, on a choisi d'importer du poisson. Avant le début des importations du congelé - dans les années 70 - les importations de poisson étaient principalement dans les deux formes: salé, séché, et conserves. Par exemple au Camérout en 1953 d'un total d'importations d'environ 4 800 tonnes, 2 400 tonnes, dont la majorité salé-séché, étaient du groupe séché salé ou fumé et 2 200 tonnes de conserves; au Zaïre en 1953, d'un total importe de 26 800 tonnes, 22 300 tonnes étaient du groupe séché, salé ou fumé, dont aussi la majorité était salé-séché.

Actuellement dans la sous-région avec l'exception du Tchad, République Centrafricaine, Rwanda et Burundi, le salé-séché a toujours une place importante dans les habitudes alimentaires. Le Zaïre, le Congo, le Camérout, le Gabon, le Sao Tomé et Principe et la Guinée Equatoriale se distinguent des autres pays de la sous-région et même des autres pays africains (exception faite pour Angola, Ghana, Sénégal, Mozambique), par une consommation relativement élevée du poisson salé-séché. Cette habitude a d'importantes conséquences pour la transformation, le stockage et la commercialisation des produits de la pêche.

Au niveau de la transformation les avantages sont les suivants:

- Le salage peut se faire en vrac. On peut le faire déjà sur le bateau, au moment du débarquement, de manière que l'altération du poisson est arrêtée avant que la phase suivante de la transformation commence. Pendant le salage on est indépendant du climat, ainsi la pêche peut continuer aussi pendant les jours nouageux ou de pluie.
- une grande partie de l'eau (jusqu'à 50% de l'eau présente dans le poisson frais) est extraite par le sel. Par conséquent, le séchage final peut se faire en moins de temps et on est donc moins dépendant du climat. Si après le salage le poisson salé serait fumé, quand le temps ne permet pas de le sécher, on aurait besoin de moins de bois de feu.

Au niveau de stockage l'avantage est le suivant:

- moindre à aucune sensibilité aux insectes et moisissures.

Au niveau du transport et la commercialisation l'avantage est le suivant:

- pas de fissures, parce que le poisson salé est flexible.

#### II.1.4 La consommation

La sous-région inclue l'un des pays africains avec la consommation de poisson la plus élevée, mais aussi l'un des pays africains où la consommation du poisson est la plus basse. Le taux de consommation au Congo, d'environ 40 kg/hab/an, n'est dépassé en Afrique que par deux pays îles, Seychelles avec 44 kg et St. Helène avec presque 100 kg.

Au Rwanda par contre, la consommation de 0.3 kg/hab/an est presque la plus basse de toute l'Afrique. Seuls les éthiopiens, avec 0.1 kg/hab/an, mangent moins de poisson que les Rwandais.

Dans la section s'agissant des importations nous avons vu que grosso modo les pays avec un climat humide comme le Camérout, le Gabon, le Congo, la Guinée Equatoriale, Sao Tomé et Principe, mais aussi une grande partie du Zaïre, ont plus besoin d'importer des protéines que les autres, parce que la production tant de légumineuses que de viande y est plus difficile. Nous avons suggéré qu'on a choisi pour l'importation du poisson, qui rentre plus dans le pouvoir d'achat que la viande et plus dans les habitudes alimentaires que les légumineuses.

Il est impossible de donner un chiffre pour une consommation minimale de poisson pour satisfaire le besoin en protéines, parce que ce besoin de quelques 40 grammes de protéines par personne par jour peut être satisfait avec des protéines de n'importe quelle source, que ça soit viande, lait, poisson ou légumineuses. Cependant, d'un point de vue de qualité des protéines, mais surtout d'approvisionnement en micro nutriments comme minéraux, vitamines, acides gras, etc., il est considéré bonne usage de manger au minimum quelques kilogrammes de poisson par habitant par an. De ce point de vue la consommation du poisson est trop basse au Rwanda et aussi au Burundi. Dans le cas du Zaïre nous avons vu que le besoin physiologique d'environ 40 grammes de protéines par personne n'est pas satisfait avec la disponibilité de 35 grammes. Pour compléter avec du poisson les 5 grammes de protéines qui moyennement manquent par personne par jour le Zaïre devrait augmenter l'approvisionnement de 300.000 t/an, ce que porterait la consommation à 17 kg/hab/an.

Une augmentation de la consommation jusqu'à 3 kg/hab/an (chiffre arbitraire) demanderait quelques 10 000 t/an additionnels au Rwanda et 9 000 t/an additionnels au Burundi.

Théoriquement le déficit en poisson de la sous-région est ainsi (1 000 tonnes):

|                     | Importations<br>actuelles | Déficit<br>additionnel | Déficit<br>total |
|---------------------|---------------------------|------------------------|------------------|
| Burundi             | 3                         | 9                      | 12               |
| Cameroun            | 68                        | -                      | 68               |
| Chad                | -                         | -                      | -                |
| Congo               | 49                        | -                      | 49               |
| Gabon               | 10                        | -                      | 10               |
| Guinée Equatoriale  | 3                         | -                      | 3                |
| Rép. Centrafricaine | 1                         | -                      | 1                |
| Rwanda              | -                         | 18                     | 18               |
| S. Tomé et Principe | -                         | -                      | -                |
| Zaïre               | 108                       | 300                    | 408              |
| Total               | 242                       | 327                    | 569              |

## II.2 MESURES VISANT A AMELIORER L'UTILISATION DU POISSON

Les mesures proposées ci-dessous ont pour but :

- l'amélioration de l'approvisionnement du poisson aux consommateurs, tant en quantité qu'en qualité;
- l'amélioration de la rente dans la filière, avec l'accent sur la production de la pêche artisanale.

Ces deux buts contribuent à la sécurité alimentaire, directement dans le cas de l'amélioration de l'approvisionnement, et indirectement dans le cas de l'amélioration de la rente, à travers l'augmentation du budget familial des pêcheurs, des transformateurs (trices) et des commerçant(e)s.

### II.2.1 L'infrastructure de commercialisation du poisson congelé et du poisson frais

Pour ce qui concerne le poisson congelé, sa distribution est limitée par la chaîne de froid, qui en libre sensé, comprend un port, des chambres de stockage au niveau des ports, des camions isothermes ou frigorifiques, un réseau de routes vers les centres de distribution, des chambres de stockage au niveau des centres de distribution, des routes et des véhicules pour la distribution vers les points de vente au niveau des quartiers et des petites villes/villages, des points de vente utiles avec des congélateurs, et finalement des revendeurs ambulants ou au marché. La distribution du poisson congelé connaît donc deux ou trois phases: 1) de la chambre de stockage au niveau du port vers les centres de distribution, 2) des centres de distribution vers les points de vente, 3) des points de vente vers les marchés.

Les limitations de la chaîne de froid se retrouvent à plusieurs niveaux:

- la gestion et l'entretien des chambres de stockage;
- le parc de camions isothermes ou frigorifiques;
- le réseau routier ou des chemins de fer et;
- la disponibilité et la régularité de l'approvisionnement d'électricité.

Le niveau le plus limitant est celui du réseau de routes et de chemins de fer. On trouve le poisson congelé seulement là où il peut être acheminé. La construction ou l'amélioration des routes et des chemins de fer contribuerait énormément à la distribution du poisson congelé, de même à la diminution des prix à travers des économies d'échelle (camions et chambres de stockage plus performants).

Il y a relativement peu de camions isothermes ou frigorifiques de moindre capacité, de 2 à 3 tonnes, pour la distribution du poisson congelé vers les petites villes ou villages. Une politique d'incitation fiscale pourrait augmenter leur nombre, améliorer la pénétration du produit au niveau des petits centres de consommation.

Dans l'usage et l'entretien des chambres de stockage les règles de bonne gestion ne sont pas toujours respectées et des coûts inutiles pourraient être évités. Le perfectionnement du personnel est à conseiller, mais aussi l'augmentation du nombre d'entreprises serait dans l'intérêt du consommateur à travers une concurrence incitant les opérateurs à améliorer leur performance aux niveaux économique et de qualité.



Pour ce qui concerne le poisson frais, plusieurs actions sont à conseiller:

L'introduction de la glace et de caisses isothermes au niveau des bateaux de pêche, du transport et des marchés. Le glaçage du poisson en mer permet aux pêcheurs de faire des marées de plusieurs jours. Ils peuvent aller plus loin, réduire les frais de combustible et retourner avec des poissons de bonne qualité, à meilleur prix, tenant encore une durée de vie de plusieurs jours permettant leur commercialisation à l'état frais éloignée des centres de production, même leur exportation par voie aérienne. Les grosses prises, si mises sous glace immédiatement après la mort ou encore vivantes, et tenues sous glace, ont une durée de vie d'une dizaine de jour les petits environ 4 jours. Comme règle globale on doit déduire un jour de durée de vie pour chaque heure de délai de la mise sous glace.

Les conteneurs isothermes peuvent être construits localement. On n'a besoin que du contreplaqué (de 8 mm pour l'extérieur et de 5 mm pour l'intérieur) et du polystyrène expansé (minimum 25 mm pour des marées de jusqu'à 2 jours) entre les deux couches de contreplaqués.

La glace est malheureusement souvent absente dans les centres de pêche, et quand elle est présente, le coût est souvent trop élevé. Le prix de la glace ne doit pas dépasser les 25 à 30 CFA (US\$ 0.075 à 0.10) par kilogramme pour les petites unités de production (1 tonne par jour). Si les grandes unités sont justifiées, le prix doit diminuer, mais souvent les capacités installées sont plus grandes que la demande et par conséquent le prix de la glace est plus élevé, limitant à son tour la demande.

Une fois arrivé au marché le poisson devrait être reglacé, impliquant non seulement une machine à glace mais aussi des bacs isothermes pour les marchands. Au niveau de l'aménagement des marchés il faudrait y avoir une section outillée spécifiquement pour le poisson frais ou congelé avec de l'eau propre, des bancs dallés et des égouts.

Avec une bonne isolation et de bonnes pratiques de manutention, la consommation de glace peut être limitée à 1 à 2 kg par kg de poisson, dépendant du délai entre la capture et la vente au détail.

La vulgarisation de la technologie de caisses isothermes et de la mise sous glace est domaine du secteur avec l'assistance des directions de pêche des gouvernements y compris les institutions de recherche et de formation. Les dernières peuvent mener des études pratiques et économiques et former les vulgarisateurs.

## II.2.2 La réduction des pertes après capture

Il faut distinguer deux types de pertes après capture: les pertes physiques (production perdue pour la consommation humaine ou par le bétail) et les pertes économiques (diminution de la valeur). Bien que des pertes physiques peuvent sans doute atteindre d'importants niveaux dans certains cas spécifiques, c'est surtout la réduction des pertes économiques directes et indirectes qui peut contribuer à l'amélioration de l'approvisionnement et de la rente. Les pertes physiques sont dues à des excédents de production en

espace et en temps, ainsi qu'à des intempéries. Cependant il est relativement rare que d'importantes quantités de poisson sont perdues physiquement et complètement. Même si ces excédents "accidentels" dépassent les capacités de commercialisation et de transformation normales, on a toujours diverses options avant de les laisser pourrir inutilement: fermentation, salage en vrac, le fumage au lieu du séchage, l'utilisation directe comme aliment pour les cochons, et finalement l'utilisation comme engrais sous les plantes.

Les pertes économiques directes sont constituées par la perte de valeur du poisson capturé, les pertes économiques indirectes par la perte de jours de pêche, à cause de manque de capacité de commercialisation ou transformation.

Des pertes de valeur existent dans tous les cas où la production ne peut pas être vendue à son prix optimale:

- manque de possibilité d'écoulement en état frais;
- pertes de qualité, donc de prix, pendant la transformation, par exemple quand du bon séchage est empêché par des conditions météorologiques;
- pertes de qualité pendant le stockage (insects, moisissures, oxidation, autolyse);
- pertes de qualité pendant le transport (brissures).

L'utilisation de la glace a déjà été sujet dans la section auparavant, mais il y a d'autres aspects importants qui peuvent influencer la qualité du poisson frais au débarquement, et par conséquent la qualité du produit commercialisé, que ça soit du poisson frais ou transformé. Nous avons dit que comme règle globale chaque heure de délai du glaçage correspond avec la perte d'une journée de durée de vie. La dernière est environ 10 jours pour des grosses prises et 4 jours pour les petits poissons dans des conditions pratiques, si le poisson est glacé immédiatement après sa mort ou encore vivant. L'altération du poisson commence dès qu'il est mort, et même les conditions dans lesquelles il meurt ont une influence sur la qualité, comme d'ailleurs dans le cas de l'abattement des animaux dans les abattoirs. Ce qu'il a de l'importance ici c'est surtout le délai entre la capture et le débarquement, délai qui des fois est excessif causant une forte perte de qualité. Le délai est du aux méthodes de pêche et à l'équipement des bateaux. Les engins passifs, surtout les filets maillants, dans lesquelles le poisson attrapé meurt et reste dans l'eau jusqu'à son ramassage, souvent ne sont enlevés que 10 ou 12 heures après être posé. Du poisson attrapé les premières heures sera mort dans l'eau pendant jusqu'à 10 heures et son état de fraîcheur sera déjà fortement détérioré. Il faut encore ajouter le temps du voyage de retour qui peut aussi durer plusieurs heures, surtout quand il s'agit de bateaux non motorisés pêchant à longue distance de leur base.

Par exemple, au Lac Victoria, les technologistes de poisson ont conclu que du capitaine débarqué, seulement le tiers est de bonne qualité, un tiers étant à la limite d'acceptabilité et un tiers non-acceptable pour l'exportation. Du fait que le tri avant l'exportation est déficient, le prix offert par les importateurs est plus bas de ce qu'il serait dans le cas où un produit de première qualité était garantie, entraînant à son tour un prix déprimé aux pêcheurs. Bien que hors l'Afrique Centrale cet exemple peut s'appliquer à plusieurs situations dans les eaux maritimes et intérieures de la sous-région. Les leçons qu'on en peut tirer sont les suivantes: les filets

doivent être enlevés plus fréquemment et le poisson doit être débarqué le plus vite possible, si non on devrait utiliser de la glace pour le conserver à bord. En outre, le poisson doit être trié à toutes les stades de sa commercialisation, entraînant des prix différenciés par rapport à la qualité. C'est cette différence qui incite les opérateurs de mieux soigner les produits.

La qualité du poisson mi-pourri ne peut jamais être améliorée par la transformation. Par contre, pendant et après le fumage la chair se détache facilement et pendant le séchage des mouches sont attirés qui pondent les oeufs en masse.

Dans certains pays ouest-africains et du Sahel le poisson fermenté est très recherché comme condiment dans la sauce accompagnant l'aliment de base. Le poisson entier ou ouvert est fermenté pendant un à plusieurs jours dans l'eau douce ou des fois dans une saumure, ensuite il est séché au soleil. Les larves des mouches qui se développent tombent au sol quand le séchage avance et ne sont pas considérés un problème. On trouve ce produit très peu dans les pays de la sous-région, bien que le goût doit certainement plaire vu qu'il ressemble au goût des cubes et de l'arome "Maggi" qui sont très populaires.

Enfin, pour arrêter l'altération et aussi pour faciliter des marées longues la qualité du poisson peut aussi être conservé à bord en utilisant du sel. Etant donné que dans la majorité des pays de la sous-région le poisson salé-séché est beaucoup apprécié, il est recommandé de faciliter l'accès au sel aux pêcheurs afin qu'ils produisent eux mêmes du poisson salé.

Dans plusieurs lacs, du bon séchage de petits poissons, comme les Ndagala du Lac Tanganyika, est souvent impossible pendant les saisons humides. Malheureusement, bien que les captures par sortie sont plus importantes pendant ces saisons, les pêcheurs n'en peuvent pas profiter au maximum, non seulement à cause des problèmes de transformation mais aussi à cause du manque de pouvoir d'achat des agriculteurs pendant la période maigre précédent les récoltes.

D'habitude, ces petits poissons sont séchés au sol. Quand le ciel est couvert et l'humidité relative de l'aire élevée, le séchage est lent. S'il pleut, il doit être ramassé, puis étendu plus tard. Cependant, des fois le séchage est trop lent et les poissons pourrissent. Même si l'on arrive à les sécher ils subissent des pertes de qualité pendant le stockage à cause des moisissures. Les solutions suggérées dans ces cas sont de les saler-sécher, saler-presser, ou fumer. Nous l'avons déjà dit auparavant que le salage abondant arrête l'altération, diminue le taux d'humidité et conserve le poisson jusqu'à son séchage final, quand le temps le permet. Le salage moins fort doit être plus tôt suivi par le séchage. Si le temps ne le permet pas ceci peut être fait par fumage. Le four Chorkor s'adapte très bien à ce but: jusqu'à 150 kg peuvent être fumés dans un fumage, dans des claies superposées au dessus un four rectangulier à deux feux. La consommation du bois est réduite à environ 0,5 kg par kg de poisson préalablement salé. Ce four peut également très bien servir pour le fumage du poisson non salé, mais dans ce cas la consommation du bois est environ 1 kg par kg de poisson frais. Le salage-pressage est une technologie traditionnelle au Brésil utilisée par les sardinelles: ils sont vidés, salés en vrac (sec ou en saumure), ensuite emballés dans des caisses. Une pression est exercée sur les poissons avant de fermer les caisses. Cette pression sert à réduire davantage le taux d'humidité. Le produit final a une durée de vie d'un mois approximatif.

L'avantage des produits salés est qu'ils sont plus stables au stockage et au transport, que les produits non-salés.

Dans tous ces cas, salage-séchage, salage-fumage et fumage, il s'agit non seulement d'une nouvelle technologie mais aussi de nouveaux produits. L'introduction doit par conséquent être dans la forme de projets pilotes, accompagnées par des actions de promotion de la consommation des produits.

Le four Chorkor sert enfin aussi pour le rechauffage (=reséchage) pendant le stockage. Dans ce cas les claies ont des bords plus hauts, qui servent spécifiquement pour le stockage. Dès qu'il y a besoin les claies sont mis sur le four avec des petits feux pour un chauffage lent. Alternativement, le produit peut être reséché au soleil (cas de moisissures), ou fumigé avec des insecticides (cas de coléoptères).

Deux produits chimiques ont une limite maximum de résidus (LMR) dans les denrées alimentaires et peuvent être utilisés directement: pyrimiphos-méthyl (LMR 10 mg/kg poisson séché) et pyrèthrine (LMR 3 mg/kg) en synergie avec du butoxide - piperonyle (LMR 20 mg/kg). Tous les autres produits, bien que certains sont considérés sans danger dans quelques pays, n'ont pas des LMR approuvés par la Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus des pesticides, et par conséquent ne peuvent pas être recommandés. L'application d'insecticides doit être abordée avec prudence car les possibilités de contrôle sont très peu et il existe le risque que des opérateurs peu informés ne distinguent entre l'un et l'autre pesticide.

Un cas spécial de pertes après captures est formé par les captures accessoires rejetées en mer par des crevettiers et d'autres chalutiers rejetées en mer. Nous estimons que ces rejets sont de 5,000 t/an au Congo, 5,000 t/an au Camérout et 20,000 t/an au Gabon. Une grande partie de ces captures consiste de pelon (Brachydeuterus auritus), peu utilisé au Congo et au Gabon mais recherché au Camérout - autrement les captures accessoires rejetées seraient majeures - entre autres pour en faire des beignets de poisson (cela pourrait être testé dans les autres deux pays). D'autres espèces comprennent des poissons sabre, des machoirons et des raies, mais il faudrait d'abord faire des études pour mieux connaître les caractéristiques des captures accessoires et planifier des activités visant leur utilisation. Ces activités peuvent inclure des systèmes de collecte en mer par des pêcheurs artisanaux.

Un autre cas spécial de pertes est le poisson utilisé comme aliment pour le bétail, particulièrement les petits poissons qui sont séchés dans ce but. Deux observations peuvent être faites sur ce sujet. D'abord, quand des groupes de la population souffrent de sous-nutrition et de malnutrition, il faudrait utiliser le poisson au maximum pour la consommation humaine directe. S'il y a un manque de demande dans les marchés commerciaux et d'excédents dans la production, il faudrait essayer d'intéresser des programmes d'alimentation institutionnelle et d'aide alimentaire à acheter des poissons séchés, d'une qualité appropriée, à un prix suffisamment intéressant pour faire les investissements nécessaires à produire cette qualité. Secondo, le poisson n'est strictement pas nécessaire dans les régimes alimentaires des poules et des porcs. La protéine peut être fournie de sources végétales et les minéraux, vitamines, etc. peuvent être ajoutés sous forme de préparations spécifiques dans ce but.

### II.2.3 Les produits à haute valeur ajoutée

Il y a des exportations de crevettes congelées à partir du Congo, du Caméroutn et du Gabon. Cependant, beaucoup de crevettiers sont vétustes et n'ont pas une capacité de congélation à bord. Dans un marché international saturé de crevettes cultivées, ou par conséquent les prix sont déprimés et la concurrence se fait sur la qualité, ce système n'est plus compétitif: dans les crevettiers-congélateurs les frais sont moindres et la qualité est supérieure.

L'exportation, et dans certains cas le transport local, par voie aérienne se justifie quand il existent des vols directes avec de l'espace disponible, quand la différence des prix aux deux extrêmes est suffisamment élevée, quand le bénéfice est plus grand que dans la commercialisation locale, et finalement quand l'approvisionnement intéressant et fréquent est garanti. Il faudrait faire des études au sujet, mais deux cas semblent évidents: des soles frais des ports atlantiques sur l'Europe et les capitaines (Lates niloticus) frais et transformés des villes de l'est du Zaïre sur la capitale (et celle du Congo).

Le fumage à froid pour en faire des "analogues" de saumon fumé peut être fait avec des espèces gras comprenant le capitaine (L. niloticus), l'espadon et le silure. Le salage puis le fumage à chaud de courte durée donne aussi de bons produits. Tous ces produits doivent être emballés attractivement et conservés au froid.

Enfin, même les Ndagala (Limnothrissa miodon) et d'autres petits poissons peuvent être élaborés d'une manière qu'on obtienne des produits raffinés: vidé étêté, trappé dans une pâte et ensuite frit dans l'huile, ils donnent ce qu'on appelle au Rwanda "friture du lac", servi avec du citron dans des hotels à 5 étoiles; légèrement salé et fumé pendant quelques heures ils donnent un produit qui se prête excellentement comme snack avec une consommation de bière.

Nous avons passé en revue les possibilités d'amélioration de l'utilisation et la commercialisation du poisson en donnant des exemples et des suggestions. Pour la mise en oeuvre des améliorations il faut d'abord que les opérateurs soient informés de ces possibilités, surtout des exemples d'autres pays. D'importants commerçants innovatifs essayeront eux mêmes, surtout quand il s'agit de grands potentiels économiques. Un exemple de cela est l'extension rapide ces dernières années du salage-séchage des capitaines du lac Victoria pour le marché zaïrois. Cependant, dans d'autres cas il y a aura besoin de mesures de promotion: l'approvisionnement en matériels et équipements à des prix acceptables, l'assistance technique, le crédit.

Prenons le cas imaginaire d'un village de pêcheurs, isolé lelong un des fleuves. Un jour un vulgarisateur montre un produit salé-séché, tandis que le produit transformé local traditionnel est le poisson fumé, carbonisé à l'extérieur. Quand le vulgarisateur informe que le prix du salé-séché est plus intéressant et qu'il résiste mieux aux attaques des insectes et aux manipulations rudes pendant le transport, les pêcheurs seront bien sûr intéressés à le faire eux aussi. Le vulgarisateur doit pouvoir les aider à obtenir du sel et montrer toute la procédure.

Avant que le vulgarisateur prenne une telle initiative il doit être sûr que dans les conditions locales la procédure est techniquement et économiquement faisable. Ceci est question de tests et d'études, qui ne sont pas le domaine des agents/vulgarisateurs du terrain, mais d'instituts de recherche actifs dans le secteur post-capture. Les derniers sont très rares dans la sous-région. Certains projets remplissent le vide, mais seul partiellement dans le temps et dans l'espace. Il faudrait au minimum que chaque pays ait un service post-capture dans son département des pêches avec une longue continuité du personnel, forme, doué d'informations et de fonds de déplacement et de matériel.

La FAO coordonne un Programme coopératif de recherches appliquées sur la technologie du poisson en Afrique, dans le cadre duquel l'information est disponible aux instituts et aux services post-capture. Périodiquement des consultations d'experts sont organisés où les résultats des recherches sont discutés et un nouveau plan de travail est adopté, qui sert comme guide aux intéressés. Des recherches sont ensuite entamées avec l'appui de la FAO et d'autres organisations.

### III. LE COMMERCE EXTERIEUR

Le Tableau 9 montre les données officielles du commerce extérieur. Ces données sont différentes de celles dans le Tableau 7 dans le Chapitre II, parce que dans le dernier les chiffres sont exprimées en équivalent frais. En outre, toujours dans ce dernier, des estimations ont été faites du commerce non officiel, pour arriver à des chiffres d'approvisionnement plus ou moins correctes.

Comme d'ailleurs dans presque toute l'Afrique il y a une forte économie et commerce soumergée dans la sous-région. C'est peut-être grâce à ce secteur informel très dynamique que les problèmes économiques et nutritionnels sont dans quelque sorte allégés. C'est inutile de nier ce secteurs, mais c'est forte probable qu'il serait contreproductif si les pays tenteraient de contrôler ce secteur. D'autre côté, pour une meilleure information et planification il faudrait mieux connaître les flux de produits. Des études doivent être faites au sujet, pareilles à celles faites par INFOPECHE dans le cadre du Programme CEE Valorisation des captures de la pêche artisanale en Afrique de l'Ouest.

Le projet INFOPECHE peut fournir des informations sur la disponibilité et les prix de poisson congelé en Afrique. Cette information est donnée dans le but de mieux utiliser les ressources africaines pour l'approvisionnement du poisson en Afrique. Pendant cette année (1990) il y a eu des problèmes de ravitaillement des importateurs zaïrois, congolais et camérounais par les bateaux russes. N'ayant pas d'informations sur des disponibilités éventuelles en Maroc et Mauritanie, on considèrait d'importer des chinchards du Pacifique. Cependant le Maroc continue à transformer en farine quelques 100 000 à 150 000 tonnes de poisson dont beaucoup de chinchards chaque année.

Etant donné qu'il y a des pays africains avec des ressources halieutiques qui dépassent leurs besoins et d'autres qui sont pauvres en ressources, il a été suggéré d'établir une sorte de bourse africaine de poisson.

Tableau 10 - Commerce extérieur (tonnes de produit, année 1987)

|                     | Poisson frais<br>et congelé | Poisson salé,<br>séché ou fumé | Poisson en<br>conserves | Crustacés | Farine de<br>poisson |         |
|---------------------|-----------------------------|--------------------------------|-------------------------|-----------|----------------------|---------|
|                     | Import.                     | Export.                        | Import.                 | Export.   | Import.              | Export. |
| Burundi             | -                           | -                              | 14                      | -         | -                    | -       |
| Caméroun            | 60 095                      | 88                             | 1 444                   | 9 490     | -                    | -       |
| Chad                | n.d.                        | n.d.                           | n.d.                    | n.d.      | 7                    | -       |
| Congo               | 31 508                      | -                              | 2 680                   | 1 200     | n.d.                 | n.d.    |
| Gabon               | 3 000                       | -                              | 1 034                   | -         | -                    | -       |
| Guinée Equatoriale  | 1 500                       | -                              | 100                     | -         | 46                   | 2 170   |
| Rép. Centrafricaine | 50                          | -                              | 30                      | -         | -                    | -       |
| Rwanda              | 50                          | -                              | 14                      | -         | 20                   | -       |
| S. Tomé et Príncipe | -                           | n.d.                           | 168                     | -         | -                    | -       |
| Zaire               | 75 530                      | -                              | 7 376                   | -         | 10                   | -       |



#### IV. PROGRAMMES ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ET DE LA PISCICULTURE

Les objectifs des programmes et projets entrepris pour le développement de la pêche et la pisciculture en Afrique Centrale ne diffèrent pas de ceux des programmes et projets entrepris dans les autres sous-régions d'Afrique. La préoccupation essentielle porte sur:

- l'accroissement de la productivité et de la production;
- la diminution des importations et la promotion des exportations des espèces à grande valeur commerciale;
- l'approvisionnement régulier des marchés et l'amélioration du niveau de nutrition (protéique) des populations.

Pour atteindre ces objectifs, les actions menées ou en cours portent sur le développement des ressources humaines d'encadrement du secteur, l'amélioration des techniques de pêche et de culture et l'amélioration des infrastructures et moyens de préservation et de distribution.

Comme les autres sous-régions, la production relève de la pêche maritime, de la pêche continentale et de la pisciculture. La particularité de la sous-région réside dans le fait que les côtes maritimes nationales sont très étroites, ce qui limite par conséquent les Zones Economiques Exclusives et par voie de conséquence la ressource halieutique. Aussi, les capacités d'importations de poisson de la sous-région ont été grandes pendant longtemps, elles s'amenuisent avec la chute des cours des matières premières (pétrole, cacao, café). Par ailleurs, l'importance des plans d'eau intérieurs offre une perspective de développement des pêcheries continentales beaucoup plus prometteuse que dans les autres sous-régions.

Compte tenu du fait que la plupart des programmes et projets de développement du secteur embrassent plusieurs aspects (production, conservation, traitement et commercialisation) ils seront traités dans le cadre de cette étude, selon qu'ils sont supportés par les Gouvernements Nationaux, ou par des Agences de développement bilatérales et multilatérales. Aussi, les projets à caractère sous-régional ou régional ont été considérés séparément.

##### 4.1 Programmes et Projets de Développement de la Pêche et de la Pisciculture Supportés par les Gouvernements nationaux

Dans le cadre de leurs programmes nationaux de développement économique, tous les Etats d'Afrique y compris ceux d'Afrique Centrale ont consacré des ressources au développement de la pêche et de la pisciculture. Ils ont développé des institutions étatiques d'encadrement du secteur et ont alloué des ressources à des actions concrètes, plus ou moins importantes selon leurs possibilités, de l'importance des pêches dans les activités traditionnelles des populations, de l'importance des revenus que le secteur de la pêche procure à l'économie nationale ou en fonction de l'importance relative de la demande en produits de la pêche par les populations (notamment urbaines). Ainsi, tous les Etats Membres d'Afrique Centrale ont un Département ou une Direction des Pêches dont l'action est coordonnée par un ou plusieurs départements ministériels.

Quelle que soit la structure organisationnelle mise en place, le support des Gouvernements a principalement porté sur le renforcement institutionnel, y compris:

- la formation des cadres et techniciens nécessaires au fonctionnement et à l'encadrement du secteur,
- l'allocation de ressources de fonctionnement,
- la construction et l'entretien des infrastructures,
- la mise en place de règles régissant les activités dans le secteur, et
- la définition et la supervision des accords internationaux portant sur le secteur.

Les Pays côtiers et insulaires ont au départ porté une plus grande attention à la pêche maritime. Dans le but d'accroître de façon significative les prises mais aussi de contrôler l'utilisation nationale de la ressource, des armements étatiques ont été constitués, notamment dans les Iles, au Congo et en Guinée Equatoriale. Ailleurs, l'intervention directe de l'Etat a été très limitée et a porté essentiellement sur le développement des infrastructures portuaires. Cependant, compte tenu de la baisse des stocks et du renchérissement des coûts d'exploitation (pièces détachées, personnel qualifié, carburant et autres matériels de pêche industrielle) les Etats concernés se sont peu à peu désengagés. Ainsi au Congo, le seul armement étatique qui ait survécu est la COPEMAR qui est en voie de liquidation. A Sao Tomé et Principe, la EMPESCA est en cours de réorganisation pour accueillir des intérêts Grecs et s'appeler SOPEC. Ce désengagement des activités directes de Pêche n'a pas affecté la volonté des Etats à développer la pêche industrielle. Dans presque tous les cas, des mesures de faveur ont été prises pour soutenir les armements privés qui assurent l'approvisionnement des marchés nationaux y compris : l'exemption des droits de douanes sur le matériel de pêche importé, la réduction du prix du carburant et des mesures de fiscalité favorables.

Compte tenu du fait que la pêche maritime artisanale contribue dans presque tous les cas (à l'exception du Congo) à la plus grande part des prises nationales, ce sous-secteur a bénéficié le plus du support des Gouvernements des Pays côtiers. Les programmes et projets les plus courants ont porté sur l'amélioration des techniques de pêche y compris l'introduction de pirogues plus grandes, de filets plus performants et sur la promotion de la motorisation. De façon générale, les ressources gouvernementales propres n'ont pas permis d'embrasser tous ces aspects d'amélioration technique des pêcheurs à l'exception du programme de la Mission pour le Développement de la Pêche Artisanale au Cameroun (MIDEPECAM). Ce programme d'assistance aux pêcheurs artisanaux a été initié sur la base de ressources constituées par une partie des taxes à la pêche. Ce fonds constitué a permis de façon autonome assurer l'importation de matériel et équipement de pêche rétrocédés aux pêcheurs enregistrés et à leur octroyer des crédits. Par ailleurs, ces ressources étatiques ont permis à la MIDEPECAM d'établir et d'assurer la maintenance d'ateliers de réparations.

Malgré leur potentiel, les pêcheries continentales n'ont reçu un support significatif des Etats Côtiers que très récemment. Cela du fait de la préférence traditionnelle des populations pour le poisson de mer. Face à la charge de plus en plus insupportable des importations de poisson (environ 30 milliards de Francs CFA pour la sous-région), l'intérêt de développer le sous-secteur continental est mieux perçu. Les Programmes gouvernementaux en cours se sont pour l'instant limités à l'encadrement et à la réglementation. Le besoin d'accroître les productions nationales ont amené les Etats de la sous-région à promouvoir la pisciculture. Les actions étatiques ont pour l'instant porté sur la recherche en station, la production d'allevins et la vulgarisation.

A côté des actions menées par les Gouvernements pour promouvoir et diversifier la production, quelques initiatives ont été prises pour améliorer les systèmes post-capture y compris la conservation, le traitement et la commercialisation. Ainsi des unités de fabrique de glace ont été établies dans les camps de pêcheurs artisanaux dans certains pays. Cependant, les actions d'amélioration des systèmes post-capture directement supportées par les Etats ont été très limitées dans leur ampleur.

L'impact des actions gouvernementales supportant le secteur de la pêche et de la pisciculture en Afrique Centrale a été plus ou moins perceptible selon le cas. Concernant la pêche maritime industrielle, les mesures d'incitations (allègement des charges) n'ont pas contribué à augmenter la production. Ainsi, mis à part le cas du Gabon où la production crevette et de langoustes a augmenté au cours des cinq dernières années, la production industrielle stagne ou décline dans tous les autres cas et les importations ont continué de croître. Ainsi-au Cameroun, les prises totales industrielles ont chuté de 20,000 à 11,500 tonnes entre 1980 et 1989. Le stock marin dans les eaux nationales ont certes diminué mais le dynamisme des armements laisse à désirer car les bateaux sont vieux, difficiles à maintenir (pièces détachées de certains modèles non disponibles ou transformation de glacier en congélateurs très coûteux). Ainsi, l'autonomie des armements est faible et ne leur permet pas exploiter de façon optimale les eaux nationales à plus forte raison les eaux des Etats de la Sous-région même si la possibilité leur est offerte à travers des accords de pêche. Aussi, l'absence de chantiers de réparation dans certains cas a contribué encore plus à limiter le temps de pêche.

L'appui des Gouvernements à la pêche maritime artisanale a généralement eu un impact très positif. Cependant, dans certains cas, l'ampleur de l'impact a été affectée par les conditions économiques défavorables ou par d'autres mesures pénalisantes. Ainsi, à Sao Tomé et Principe, le carburant est bien subventionné pour les pêcheurs mais rationné de façon draconienne (40 litres par mois comparés à des besoins de 100 litres par jour) car non disponible. Par conséquent l'effort de motirsation qui a été un succès n'a pas contribué à augmenter la production.

Au Cameroun la fixation des prix maximum du poisson frais qui visait à protéger les consommateurs contre les marges excessives des importateurs a parallèlement affecté les revenus des pêcheurs du secteur artisanal et industriel. Aussi dans plusieurs cas, malgré l'existence de lois délimitant la zone de pêche artisanale (2 à 6 milles marins selon les Pays), le chalutage dans les fonds le long des plages est courant. Le manque de moyens de contrôle efficaces affecte ainsi la ressource pour la pêche artisanale.

La pêche continentale, malgré son potentiel n'a pas connu le développement escompté soit parce que les zones sont restées enclavées, soit que la compétence et la motivation des pêcheurs n'ont pas été portées à un niveau requis ou que le support étatique (financier et encadrement humain) a fait défaut. Dans la majorité des cas, du fait de manque de données sur la pêche continentale (nature et importance des stocks, données socio-économiques, volume des prises), les programmes et projets de développement n'ont pas été basés sur un plan d'action ayant des indicateurs de départ et de fin précis. Cette situation a non seulement contribué à des approches peu rigoureuses mais encore n'a pas facilité les mesures d'impact des programmes.

Dans l'ensemble, mis à part la fixation des prix ou la mise à disposition de glace, très peu d'actions étatiques ont porté sur l'amélioration de la commercialisation. En fonction de l'état des infrastructures nationales, le secteur de la pêche a bénéficié ou souffert de bonnes ou de mauvaises infrastructures de communication, de la présence ou l'absence de chaîne de froid et de la proximité ou l'éloignement des marchés.

#### 4.2 Programmes et Projets Supportés par l'Aide au Développement

A l'instar de tous les autres Etats membres, les Etats d'Afrique Centrale ont bénéficié de l'assistance internationale, sous forme bilatérale ou multilatérale. Concernant l'assistance bilatérale, la plus grande part a été liée à des accords de pêche dans le cas des pays côtiers. Les principaux bailleurs de fonds sont le Canada, la France, la Hollande et le Japon. Le tableau 11 donne par pays de la Sous-région la nature de l'intervention des principaux donateurs. Aussi, l'intervention bilatérale a mis l'accent sur l'assistance technique dans le cas de la pêche maritime et sur les aspects de technologies de production dans le cas du développement de la pêche continentale (motorisation, matériel de pêche, regroupement et formation des pêcheurs).

L'assistance multilatérale a été de loin la plus importante. Elle est constituée pour l'essentiel à l'appui de la Communauté Economique Européenne (CEE et de celui d'Agences du système des Nations Unies dont le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la Banque Mondiale, et le fonds International pour le Développement Agricole (FIDA). Le tableau 12 indique par Pays, la nature et l'ampleur de ces interventions.

La coopération entre la CEE et les Etats Membres de la Sous-région relève du cadre général de la Convention de Lomé mais est aussi liée aux accords de pêche passés entre les Etats côtiers et la Communauté Européenne.

Dans le cadre de ces accords, outre la compensation financière versée par la Communauté aux Etats membres concernés (en fonction d'un volume donné de prises par les armements des Pays membres de la CEE), une assistance technique en vue de développement des pêcheries nationales est accordée sous forme d'études, et d'évaluation des stocks principalement).

Dans le cadre de ces accords, les Etats membres concernés ont la garantie que la CEE veille au respect strict des accords, en matière de pêche dans les eaux relevant de leur juridiction. Un tel contrôle est souvent en dehors des capacités des Etats eux-mêmes.

L'assistance des Agences des Nations Unies est apportée sur la requête des Départements ministériels responsables du secteur de la pêche. Par conséquent, elle n'est pas liée mais représente plutôt un appui aux efforts initiés par les Gouvernements. Ainsi, cette assistance a généralement contribué à: fournir l'assistance technique qui fait défaut aux institutions nationales; former des cadres et des techniciens; fournir aux programmes de développement de la pêche des équipements; et construire des infrastructures. Pour la sous-région dans son ensemble, l'assistance du système des Nations Unies pendant les cinq dernières années a été évaluée à près de 20 millions de dollars.

A côté de ces bailleurs de fonds principaux pour le secteur de la pêche et de la pisciculture, certains Etats de la Sous-région ont bénéficié de l'assistance d'Organisations non-Gouvernementales (ONG) qui atteint dans certains cas (Sao Tomé et Principe, Guinée Equatoriale, Rwanda) environ 10 pour cent de l'assistance extérieure totale reçue.

En Afrique Centrale, les facteurs qui ont limité l'impact de l'assistance extérieure sont similaires à ceux évoqués en Afrique de l'Ouest et Afrique de l'Est et Australe,<sup>3/</sup> et qui sont principalement;

- (a) le manque notoire de données sur le secteur de la pêche et donc une difficulté inhérente à apprécier l'impact réel des programmes;
- (b) des objectifs très vastes qui peuvent difficilement être atteints dans le cadre de programmes à court ou à moyen terme;
- (c) la faible capacité d'absorption des projets par les services nationaux des pêches. Le paradoxe est que bien souvent, ces services disposent d'un personnel important mais peuvent difficilement répondre aux exigences de tâches de planification, d'exécution et de suivi. Dans la majorité des cas, les projets ont toujours eu recours à une assistance technique qui coûte cher;
- (d) le peu d'attention accordé à l'amélioration du traitement et de la Commercialisation. En effet, 90 pour cent des projets concentrés sur des aspects de production et dans un contexte où la production (maritime) est à la limite du potentiel, un accent particulier devrait être accordé à l'amélioration des opérations post-capture.

---

<sup>3/</sup> Etudes CEA/FAO sur les Mesures visant à améliorer l'Utilisation et la Commercialisation du Poisson en Afrique de l'Ouest (1987) et en Afrique de l'Est et Australe (1988).

A côté des facteurs limitant qui ont relevé des institutions gouvernementales, il faut noter que du côté des donateurs, l'assistance a manqué de souplesse et n'a pas toujours renforcé les acquis obtenus par ailleurs. De plus, les équipements et matériel donnés par un donateur ne sont pas toujours les plus appropriés. Le facteur qui a le plus limité l'assistance extérieure au secteur de la pêche et de la pisciculture est sans nul doute le manque de soutien des bailleurs à la vulgarisation. Cet aspect des programmes et projets a toujours été relegué aux institutions gouvernementales qui n'ont généralement pas les moyens de le faire de façon adéquate. Ainsi, plusieurs actions menées à bien avec des résultats très satisfaisants sont restées du domaine de l'expérimentation.

#### 4.3 Projets de Développement de la Pêche et de la Pisciculture Financés par la FAO

De par son mandat, la FAO a contribué de façon significative au développement du secteur de la pêche et de la pisciculture en Afrique, y compris en Afrique Centrale. Plus particulièrement, elle a donné plus d'ampleur à son action, suite à la Conférence Mondiale sur les Pêcheries qui s'est tenue en 1984. L'action de la FAO s'articule sur les cinq programmes d'action suivants:

- la planification et la gestion du développement de la pêche et de la pisciculture;
- le développement de la pêche artisanale;
- la vulgarisation des techniques de pisciculture;
- la promotion du commerce international des produits de la pêche; et
- la promotion du rôle des produits de la pêche dans la lutte contre la malnutrition.

Aussi, à partir de 1984, le nombre de projets exécutés par la FAO en Afrique s'élevait à 108, pour un budget total d'environ 65 million de dollars. Ces projets qui sont nationaux ou régionaux sont financés par des bailleurs de fonds et exécutés par la FAO ou directement financés par l'Organisation dans le cadre de son Programme de Coopération Technique (PCT). Pour la sous-région d'Afrique Centrale, l'intervention de la FAO par le biais du PCT est résumée dans le tableau 15. L'impact des projets PCT a généralement été très positif mais a été affecté également par les mêmes facteurs mentionnés au chapitre 4.2.

#### 4.4 Programmes et Projets Régionaux de Développement de la Pêche et de la Pisciculture

Le soucis de mieux coordonner les actions de toutes les parties prenantes dans les programmes de développement a été une préoccupation de plusieurs agences d'exécution y compris la CEA et la FAO qui ont suggéré l'approche sous-régionale ou régionale dans le cas où les problèmes sont communs à plusieurs Etats ou liés à une situation géographique donnée. La mise en commun des ressources évite les duplications et contribue généralement à plus d'impact avec des coûts beaucoup plus raisonnables.

Dans cette catégorie, il y a des projets qui intéressent l'Afrique dans son ensemble et des projets qui intéressent soit toute la région d'Afrique Centrale ou un groupe de Pays de la sous-région.

Le projet INFOPECHE qui a démarré en 1985 a pour objectif de rendre disponible toute l'information sur l'industrie de la pêche en Afrique de l'Ouest et Centrale. Le projet a, comme prévu, collecter et diffuser régulièrement aux Etats membres et aux opérateurs économiques abonnées, les informations sur les aspects suivants:

- la tendance des prix des produits de la pêche en Afrique et dans les Pays importateurs d'Europe;
- les stocks disponibles dans les Pays exportateurs et la demande des Pays importateurs;
- Les développements techniques récents dans l'industrie de la pêche.

Ce projet régional qui est exécuté par la FAO a été financé par la Norvège et s'intègre aux réseaux d'informations sur la pêche qui sont INFOSAMAK et Afrique du Nord et au Moyen Orient, INFOFISH en Asie, INFOPESCA en Amérique Latine et GLOBEFISH au niveau mondial.

Pour la sous-région d'Afrique Centrale, les informations de ce genre sont vitales en ce sens qu'elles peuvent assister les importateurs à diversifier leurs sources d'approvisionnement et les exportateurs à mieux placer leurs offres (crustacés et demersaux). Cependant, malgré la présence de correspondants nationaux d'INFOPECHE dans tous les états côtiers d'Afrique Centrale, le système n'a pas pleinement fonctionné faute de moyens.

Le Programme de Développement Intégré de la Pêche Artisanale (DIPA) est une autre entreprise régionale qui s'adresse aussi aux Etats d'Afrique de l'Ouest et Centrale. L'unité centrale du projet est basée à Cotonou (Benin) et travaille en collaboration avec des cellules nationales dans les Etats d'Afrique de l'Ouest et Centrale. Les principaux objectifs du programme sont:

- une unité centrale pilote techniquement au point qui puisse adapter et vulgariser les techniques propres au développement de la pêche artisanale;
- une coopération régionale renforcée par le biais d'échanges d'expérience y compris en matière de formation et d'amélioration des techniques de pêche, d'organisation d'un système de crédit, d'introduction de techniques améliorées de traitement et d'organisation de la commercialisation. Le projet financé par le Danemark (pour environ 5 million de dollars) et exécuté par la FAO depuis 1984 a eu des résultats prometteurs. Cependant, les moyens n'ont pas suffi au niveau national pour vulgariser tous les acquis. Avec la grande caractéristique qu'en Afrique Centrale la majorité des Pêcheurs artisanaux sont immigrés, le projet DIPA pourrait dans ce contexte appuyer l'effort des Etats membres de la sous-région à l'intégration socio-économique de ces pêcheurs immigrants et à l'appui des programmes nationaux visant au relèvement technologique des pêcheurs autochtones.

Les projets Sous-régionaux couvrant l'Afrique Centrale incluent:

- le Comité Régional des Pêches du Golfe de Guinée qui regroupe tous les Pays Côtiers; (à l'exception de la Guinée-Equatoriale qui participe en Observateur).
- le projet du développement de la pêche sur le Lac Kivu;
- le Programme d'Aménagement des Pêches dans le Bassin Conventionnel du Lac Tchad;
- le Projet Régional de développement de la pisciculture.

Tous ces projets régionaux sont des initiatives très louables mais qui à des degrés divers ont connu des problèmes de mise en oeuvre.

Le Comité des Pêches du Golfe de Guinée possède la structure administrative mais n'est pas encore opérationnel du fait de manque de ressources. D'ailleurs, le manque de ressources est le dénominateur commun de toutes ces actions régionales. Le projet régional de pisciculture qui associent des fermes nationales de culture au Congo, au Cameroun et au Gabon est celui dont les résultats (particulièrement au Congo et au Gabon) sont très positifs (les rendements moyens à la station de Nzounouna au Congo sont de l'ordre de 5-6 t par hectare et en ferme privée non encadrée de l'ordre de 1 à 2 t/ha et en milieu rural de l'ordre de 250 à 500 kilogrammes par hectare). La vulgarisation des acquis nécessitent des moyens dont ne disposent pas les projets nationaux.

En conclusion, il est nécessaire de mentionner les efforts déployés par les Etats pour le développement de secteur de la pêche et de la pisciculture. Il reste beaucoup à faire pour exploiter un potentiel du reste considérable en Afrique Centrale (notamment pour la pêche continentale et la pisciculture) et il est urgent que les Etats membres, à l'instan du Zaïre, établisse un plan directeur de développement de ces ressources afin de mieux coordonner toute l'assistance.

Aussi, il est important que des structures de collecte régulière des données soient établies afin que les actions dans le cadre de ce plan directeur, la formulation des projets soit basée sur des objectifs objectivement réalisables et sur des indicateurs d'objectifs très précis.

Avec une internalisation de plus en plus grande des ressources de la pêche (plus particulièrement maritime) le secteur de la pêche et de la pisciculture ne contribuera réellement à améliorer la qualité nutritionnelle des populations que dans la mesure où un effort particulier est fait pour développer et gérer la ressource et pour améliorer de façon très significative les opérations en aval, y compris la conservation, le traitement, la transformation et la distribution.



Tableau 11

## Programmes et Projets d'Assistance Bilatérale

| Pays<br>Récipiendaires       | Nature de<br>l'Intervention                             | Sous-Secteur de la<br>Pêche concerné | Pays<br>Donateur   | Montant de<br>l'Assistance<br>(en US\$) |
|------------------------------|---|--------------------------------------|--------------------|---|
| BURUNDI                      | Investissement/Développement                            | Pêche Continentale                   | Abu Dhabi          | n.d.                                    |
|                              | Investissement/Développement                            | Aquaculture                          | Danemark           | n.d.                                    |
| CAMEROUN                     | Assistance Technique                                    | Recherche en Pêche Maritime          | Canada             | n.d.                                    |
|                              | Assistance Technique                                    | Pêche Maritime                       | France             | 7.400.000                               |
|                              | Investissement/Développement                            | Développement rural intégré          | Canada             | n.d.                                    |
|                              | Investissement/Développement<br>et Assistance Technique | Pêche Continentale                   | France             | 536.000                                 |
|                              | Investissement/Développement                            | Pêche Continentale                   | Japon              | 3.300.000                               |
|                              | Investissement/Développement                            | Pêche Continentale                   | Hollande           | 575.000                                 |
| CONGO                        | Investissement/Développement<br>et Assistance Technique | Pisciculture                         | France             | 1.190.000                               |
|                              | Investissement/Développement                            | Pêche Maritime                       | France             | 1.650.000                               |
| GUINEE<br>EQUATORIALE        | Investissement/Développement<br>et Assistance Technique | Pêche Maritime Artisanale            | Espagne<br>France  | n.d.<br>238.000                         |
| REPUBLIQUE<br>CENTRAFRICAINE | Investissement/Développement<br>et Assistance Technique | Pisciculture                         | Italie<br>Hollande | 4.476.000<br>n.d.                       |

## Programmes et Projets d'Assistance Bilatérale

| RWANDA                  | Investissement/Développement<br>et Assistance Technique | Pisciculture   | Canada                   |           |
|-------------------------|---|--|--------------------------|-----------|
|                         |   |  | Etats-Unis               | 2.396.400 |
| SAO TOME ET<br>PRINCIPE | Assistance Technique<br>Investissement/Développement    | Pêche Artisanale Maritime  | France                   | 825.000   |
|                         |   | Pêche Artisanale Maritime  | Japon                    | 3.033.500 |
|                         |   | - équipement   | Canada                   | 20.500    |
|                         |   | - transformation des produits  | Canada                   |           |
| TOCHAD                  | Investissement/Développement                            | Pêche Continentale   | Arabie Saoudite<br>(BID) | n.d.      |
| ZAIRE                   | Investissement/Développement<br>et Assistance Technique | Pêche Continentale   | France                   | 1.681.400 |
|                         |   | Développement intégré des<br>petites entreprises y compris<br>la pêche | Hollande                 | 565.000   |
|                         |   |  | Canada                   | 391.000   |
|                         |   |  |                          |           |

Source: Base de données, FAO

n.d. = non disponible

Tableau 12

## Programmes et Projets d'Assistance Multilatérale

| Pays<br>Récipiendaires | Nature de<br>l'Intervention  | Sous-Secteur de la<br>Pêche concerné | Pays<br>Donateur | Montant de<br>l'Assistance<br>(en US\$) |
|------------------------|------------------------------|--------------------------------------|------------------|---|
| <b>BURUNDI</b>         |                              |                                      |                  |   |
|                        | Assistance Technique         | Pêche Continentale                   | CEE              | 1.153.000                               |
|                        |                              |                                      | PNUD             | 330.000                                 |
|                        |                              | Pisciculture                         | CEE              | 5.710.000                               |
|                        |                              | Pêche Continentale                   | Banque Mondiale  | 3.000.000                               |
| <b>SOUS-TOTAL</b>      | Investissement/Développement |                                      |                  | <u>13.193.000</u>                       |
| <b>CAMEROUN</b>        |                              |                                      |                  |   |
|                        | Investissement/Développement | Pêche Continentale                   | CEE              | 4.091.000                               |
|                        |                              | Développement rural intégré          | CEE              | 23.000                                  |
|                        |                              | Y compris pêche                      | Banque Mondiale  | 240.000                                 |
| <b>SOUS-TOTAL</b>      |                              |                                      |                  | <u>4.354.000</u>                        |
| <b>CONGO</b>           |                              |                                      |                  |   |
|                        | Assistance Technique         | Pêche Maritime artisanale            | CEE              | 67.144                                  |
|                        | Investissement/Développement | Pisciculture et industrielle         | PNUD             | 1.753.100                               |
|                        | et Assistance Technique      | Pêche Continentale                   | FTDA             | 7.740.000                               |
| <b>SOUS-TOTAL</b>      |                              |                                      |                  | <u>9.560.244</u>                        |
| <b>GABON</b>           |                              |                                      |                  |   |
|                        | Assistance Technique         | Pêche Maritime et Artisanale         | CEE              | 2.087.000                               |
|                        |                              |                                      | PNUD             | 60.230                                  |
|                        |                              | Pêche Maritime Industrielle          | CEE              | 615.000                                 |
|                        |                              | Pisciculture                         | CEE              | 95.742                                  |
| <b>SOUS-TOTAL</b>      |                              |                                      |                  | <u>n.d.</u><br><u>2.857.972</u>         |

Programmes et Projets d'Assistance Multilatérale

Tableau 12 (suite)

| Pays Récipiendaires       | Nature de l'Intervention                          | Sous-Secteur de la Pêche concerné   | Pays Donateur | Montant de l'Assistance (en US\$) |
|---------------------------|---|---|---------------|-----------------------------------|
| <hr/>                     |   |   |               |                                   |
| GUINEE EQUATORIALE        | Assistance Technique                              | Pêche Maritime Artisanale Commercialisation des produits de la pêche artisanale | CEE<br>PNUD   | 1.226.500<br><u>124.660</u>       |
| SOUS-TOTAL                |   |   |               | 1.351.160                         |
| <hr/>                     |   |   |               |                                   |
| REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | Assistance Technique                              | Pisciculture  | CEE<br>PNUD   | 381.100<br><u>2.800.000</u>       |
| SOUS-TOTAL                |   |   |               | 3.181.100                         |
| <hr/>                     |   |   |               |                                   |
| RWANDA                    | Assistance Technique                              | Pisciculture Développement rural intégré (y compris pêche)                      | CEE<br>PNUD   | 29.500<br><u>3.315.000</u>        |
| SOUS-TOTAL                |   |   |               | 3.376.000                         |
| <hr/>                     |   |   |               |                                   |
| SAO TOME ET PRINCIPE      | Assistance Technique Investissement/Développement | Preservation/Commercialisation Pêche Maritime Artisanale                        | CEE<br>FIDA   | 1.297.000<br><u>2.180.000</u>     |
| SOUS-TOTAL                |   |   |               | 3.477.000                         |
| <hr/>                     |   |   |               |                                   |
| TOCHAD                    | Assistance Technique                              | Pêche Continentale  | CEE<br>PNUD   | n.d.<br>n.d.                      |
| SOUS TOTAL                |   | Pisciculture  | CEE           | <u>n.d.</u>                       |
| <hr/>                     |   |   |               |                                   |
| ZAIRE                     | Assistance Technique                              | Pêche Continentale  | CEE<br>PNUD   | 363.000<br>3.626.000              |
|                           | Investissement/Développement                      | Pisciculture Développement rural intégré  | CEE<br>CEE    | 15.100<br>658.000                 |
| SOUS-TOTAL                |   |   | CEE           | <u>4.662.100</u>                  |

Tableau 13

Assistance Multilatérale  
(ventilée par Agence)

| AGENCE<br>DONATRICE                             | Nature de l'intervention         | Sous-Secteur de la<br>Pêche concerné | Montant de<br>l'assistance | Pays<br>Récipiendaires                                     |
|---|----------------------------------|--------------------------------------|----------------------------|--|
| Communauté<br>Economique<br>Européenne<br>(CEE) | Assistance Technique             | Pêche Maritime Industrielle          | 615.000                    | Gabon  |
|   |                                  | Pêche Continentale                   | 1.517.831                  | Burundi, Tchad, Zaïre                                      |
|   |                                  | Pisciculture                         | 5.582.275                  | Burundi, Rép. Centra-<br>fricaine, Tchad,<br>Zaïre, Rwanda |
|   |                                  | Pêche Maritime Artisanale            | 3.420.644                  | Congo, Gabon,<br>Guinée Equatoriale                        |
|   |                                  | Commercialisation                    | 1.297.000                  | Sao Tomé et Principe                                       |
| TOTAL   |                                  | Investissement/Développement         | 4.749.000                  | Cameroun, Zaïre  |
|   |                                  |                                      | 17.181.175                 |  |
| Banque Mondiale                                 | Investissement/<br>Développement | Pêche Artisanale                     | 6.000.000                  | Burundi  |
|   |                                  | Développement rural intégré          | 240.000                    | Cameroun   |
|   |                                  |                                      | 6.240.000                  |  |

Tableau 13 (suite)

Assistance Multilatérale  
(ventilée par Agence)

| AGENCE<br>DONATRICE                                       | Nature de l'intervention                                     | Sous-Secteur de la<br>Pêche concerné | Montant de<br>l'assistance | Pays<br>Récipiendaires          |
|---|--|--------------------------------------|----------------------------|---------------------------------|
| Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)  | Assistance Technique<br><br>Investissement/<br>Développement | Pêche Continentale                   | 7.271.000                  | Burundi, Rwanda, Zaïre<br>Congo |
|   |  | Pisciculture                         | 2.800.000                  | Rép. Centrafricaine             |
|   |  | Pêche Maritime Artisanale            | 60.230                     | Gabon                           |
|   |  | Pisciculture                         | 1.753.135                  | Congo                           |
|   |  | Commercialisation                    | 124.664                    | Guinée Equatoriale              |
| TOTAL   |  |                                      | 12.009.029                 |                                 |
| Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) | Investissement/<br>Développement                             | Pêche Continentale                   | 7.740.000                  | Congo                           |
|   |  | Pêche Maritime Artisanale            | 2.180.000                  | Sao Tomé et Príncipe            |
|   |  | TOTAL                                | 9.920.000                  |                                 |

## Projets régionaux/sous régionaux

| Régional/Sous-régional<br>Afrique/Afrique Centrale | Nature   | Secteur/Sou-secteur   | Donateurs  | Montant   |
|--|--|---|--|-----------|
| Région Afrique                                     | Assistance technique   | Planification   | Canada   | 38.400    |
|  |  |   | Espagne  | 130.000   |
|  |  |   | Norvège  | 1.149.150 |
|  |  |   | Danemark   | 164.700   |
|  |  |   | Pisciculture   |           |
|  |  |   | Italie   | 2.941.250 |
|  |  |   | PNUD   | 3.729.500 |
|  |  |   | Commercialisation  |           |
|  |  |   | Norvège  | 3.180.773 |
|  |  |   | Pêche artisanale<br>(planification)                            |           |
| Sous-régional<br>(Golfe de Guinée)                 | Investissement/<br>Développement et<br>Assistance<br>technique | Pêche industrielle<br>(gestion des ressources)  | Denmark  | 2.115.125 |
|  |  |   | PNUD   | 2.452.400 |
|  |  |   | PNUD   | 2.452.360 |
|  |  |   | Hollande   | 93.525    |
|  |  |   | Canada   | 35.400    |
| Lac Tanganyika                                     | Assistance technique   | Pêche maritime<br>artisanale et<br>industrielle   | Espagne  | 130.000   |
|  |  |   | Italie   | 2.941.254 |
|  |  |   | Pisciculture   |           |
|  |  |   | Investissement/<br>Développement et<br>Assistance<br>technique |           |
|  |  |   | CEE  | 9.597.000 |
| Lac Tanganyika                                     | Assistance technique   | Pêche continentale<br>- recherche<br>- gestion des ressources<br>- identification de<br>projets | Norvège  | 3.000.000 |
|  |  |   | Finlande   | 186.700   |
|  |  |   | CEE  | 28.500    |
|  |  |   |  |           |
|  |  |   |  |           |

Source : Base données, FAO.

Tableau 15

Projets FAO  
(Programme de Coopération Technique)

| Pays<br>Bénéficiaires | Secteur                      | Montant   |
|-----------------------|------------------------------|---|
| BURUNDI               | Législation de la<br>pêche   | En cours d'Examen   |
| CAMEROUN              | Traitement                   | 40,000  |
| CONGO                 | Pêche Continentale           | 1,406,585<br>(y compris la contribution<br>de la partie Congolaise) |
| GUINEE EQUATORIALE    | Pêche maritime<br>artisanale | 201,800   |

Sources: FAO, Rome.



## V. RECOMMANDATIONS

- Mettre en place et dynamiser un cadre sous-régional de concertation et de coopération pour la préservation, la conservation et l'exploitation rationnelle des ressources halieutiques et le développement de l'aquaculture.
- Promouvoir une structure sous-régional de recherche, capable de générer les bases scientifiques d'une gestion rationnelle des ressources halieutiques.
- Concevoir et mettre en oeuvre des programmes prioritaires de développement de la pêche artisanale maritime et des pêcheries continentales.
- Etudier rapidement les voies et moyens de récupération et d'utilisation des espèces rejetées en mer et de celles présentement sous-exploitées ou non exploitées.
- Développer la capacité nationale d'encadrement technique et administratif et améliorer les conditions de travail des cadres formés.
- Examiner les possibilités de relance d'une pêche industrielle équilibrée (Restructuration et Mesures d'encouragement).
- Dans les concepts de sécurité alimentaire l'approvisionnement en poisson doit être pris en considération vu l'importance de cette denrée pour la qualité de l'alimentation dans une sous-région où les aliments de base sont surtout le manioc et l'igname.
- Le Zaïre pourrait compenser, avec des quantités additionnelles de poisson, le taux moyen d'approvisionnement en protéines qui est trop bas par rapport au besoin physiologique minimum individuel moyen.
- Il faudrait plus profiter de l'acceptabilité du poisson salé-séché en vulgarisant la technologie et promouvant la disponibilité du sel vu les avantages technologiques et économiques.
- La basse consommation du frais par rapport aux autres sous-régions africaines, probablement causé par les importations du congelé et les anciennes politiques de prix récemment abandonnées, doit être augmentée dans le but d'améliorer la vente dans la filière, de réduire les pertes après capture et de réduire la consommation du bois de fumage.
- La commercialisation du frais peut être stimulée par l'amélioration du réseau de transport (routes, chemin de fer), du parc de camions et camionnettes isothermes, de la disponibilité de glace à prix bas aux niveaux des centres de production et des marchés, et de la disponibilité de caisses isothermes dans les pirogues et dans les marchés.
- Les pertes post-capture physiques peuvent être évitées. Même dans les cas d'excédents accidentels de la production, dépassant les capacités de commercialisation et de transformation normales, avant de ne les laisser pourrir inutilement, les poissons peuvent être salés en vrac, fumés au lieu d'être séchés, fermentés, ou finalement donnés directement comme

- Les pertes post-capture économiques doivent être diminuées à travers la réduction des délais entre la mort du poisson et sa conservation ou transformation, le glaçage ou le salage à bord quand ces délais sont trop longs, d'introduire le salage et le fumage comme alternatifs pour le séchage dans les saisons humides et pour réduire les pertes pendant le stockage.
- Les captures accessoires doivent être mieux utilisées. Il faudra faire des recherches pour mieux connaître les caractéristiques de ces captures, introduire de nouveaux produits élaborés sur la base des captures accessoires, et étudier les possibilités de collecte en mer par les pêcheurs artisanales.
- Les poissons séchés dans le but de les utiliser comme aliment du bétail seraient mieux utilisés pour la consommation humaine directe. Dans le cas où la demande commerciale ne justifie pas les investissements nécessaires pour la production d'un qualité propre à la consommation, faudrait-il solliciter la collaboration des programmes d'alimentation institutionnelle ou d'aide alimentaire.
- Pour ce qui concerne les produits à haute valeur ajoutée il est recommandé de congeler les crevettes en mer, d'étudier les possibilités d'exportation des produits de la pêche par voie aérienne (particulièrement des soles frais sur l'Europe et des capitaines frais, salés ou fumés des grands lacs sur Kunshasa/Brazzaville), d'introduire le fumage à froid ainsi que le fumage chaud de courte durée de certaines espèces grasses comme le capitaine (*L. biloticus*), l'espadon, le silure, et enfin de promouvoir la présentation de friture du lac (Mdagala trempé dans une pâte, ensuite frite dans l'huile) dans les hotels et restaurants de qualité.
- Pour la mise en oeuvre des actions d'amélioration dans le secteur post-capture il est recommandé que tous les pays aient un service, ou préférablement un institut de recherche, qui s'occupe des recherches appliquées et d'études nécessaires avant la phase de vulgarisation à travers les agents et animateurs/trices sur le terrain.
- Il est recommandé que ces services/instituts s'informent au maximum des informations relevantes existantes, y compris à travers du Programme Coopératif de recherches appliquées sur la technologie du poisson en Afrique, coordonnées par la FAO.
- Pour ce qui concerne les échanges commerciaux avec l'exterieur il est recommandé que les pays utilisent au maximum les services d'information commerciale disponibles à INFOPECHE à Abidjan. En outre faudrait-il mieux connaître les flux commerciaux informels, sans cependant empêcher ce secteur très dynamique en innovatif.

CAMEROUN

Le Cameroun a une population de 10 154 000 d'habitants qui augmente au taux de 2,35% l'an. Le secteur de la pêche comprend la pêche industrielle, la pêche maritime artisanale, la pêche continentale et la pisciculture. Il fournit près de 50% de la consommation nationale de protéines animales.

Le Cameroun dispose de 360 km de façade maritime et d'un plateau continental réduit de 13 000 km<sup>2</sup>. Cependant les eaux continentales sont assez importantes et couvrent une superficie de 40 000 km<sup>2</sup>. La pisciculture a fait l'objet d'importants efforts de développement qui n'ont pas donné les résultats escomptés et la situation actuelle n'est pas encourageante.

Pour une consommation totale d'environ 175 000 t, les importations d'élèvent à 80 000 t, soit près de 46%.

La situation économique générale actuellement éprouvée par la crise, a eu sur le secteur un effet sensible de ralentissement.

1. POTENTIEL ET PRODUCTION

Les potentiels de capture sont estimés à 80 000 t pour la pêche maritime et 330 000 pour la pêche continentale.

La production actuelle de la pêche industrielle a drastiquement baissé au cours des cinq dernières années et est actuellement estimée à 8 500 t avec un pourcentage plus réduit des crevettes. Six Sociétés d'armement à la pêche opérant à partir de Douala, une flotte de 33 unités (24 chalutiers poissonniers et 9 chalutiers crevettiers). Elles rencontrent d'intenses difficultés de survie, et une société, aussi renommée que CAMECRUS est actuellement en liquidation.

La production de la pêche artisanale maritime estimée présentement à 48 000 t a accusé une nette progression jusqu'en 1987 pour entrer ensuite dans une phase de stagnation. La MIDEPECAM (Mission de Développement de la Pêche Artisanale Maritime) a beaucoup contribué à la promotion de la pêche artisanale maritime. Ce sous-secteur compte environ 20 000 pêcheurs opérant une flottille de 5 000 pirogues avec un taux de motorisation de seulement 20%. Les petites crevettes constituent une part importante des captures de cette pêcherie (jusqu'à 40%). Il faut noter la présence d'une forte communauté de pêcheurs nigériens qui exercent une grande influence sur la physionomie et l'efficacité des activités de pêche artisanale maritime.

La production de la pêche continentale est de l'ordre de 37 500 t. Cette pêcherie totalement située en milieu rural revêt encore un caractère rudimentaire. Son potentiel largement sous-exploité par des cellules familiales, des pêcheurs professionnels et des pêcheurs occasionnels. En l'absence de programmes de développement basé sur un encadrement adéquat, la recherche de la production a conduit à l'utilisation de méthodes de pêche prohibées (explosifs, substances toxiques).

La pisciculture, après d'importants investissements en vue de son développement a atteint une production de près de 200 t, à partir de 1987 mais est encore largement pratiquée sous forme d'activité de subsistance et n'apporte pas la contribution attendue à la satisfaction des besoins nationaux en protéines animales.

## 2. CONTRAINTES ET PROBLEMES AU NIVEAU DE LA PRODUCTION

### 2.1 Pêche Industrielle

Elle se trouve actuellement dans une situation alarmante dont les principales causes sont:

- la faiblesse des moyens de la structure de recherche halieutique chargée de générer les bases scientifiques d'une gestion rationnelle des stocks,
- la vétusté de la flotte industrielle,
- la pauvreté relative des eaux sous juridiction nationale;
- l'abondance relative dans les captures d'espèces sans grand intérêt commercial oblige le chalutiers à procéder à d'importants rejets en mer;
- la forte diminution de la capacité de renouvellement des immobilisations, du fait la situation économique dans le pays;
- la fixation des prix de vente au consommateur par l'Etat;
- la surexploitation des stocks principalement de crevettes qui a entraîné des faillites et des chargements d'espèces-cibles; et
- la réduction des zones de pêche avec la création de zones interdites autour des ports pétroliers.

### 2.2 La Pêche Artisanale Maritime

En essor à partir de la fin des années 70, le développement de cette pêcherie connaît actuellement un net ralentissement, particulièrement du fait de :

- la faible performance des unités de pêche,
- l'efficacité réduite des techniques de capture;
- la limitation ou le manque de moyens de conservation en frais à bord;
- la difficulté d'accès au crédit pour le renouvellement des équipements.

### 2.3 La Pêche Continentale

Elle constitue la pêcherie dont le potentiel est le plus sous-exploité du fait principalement des facteurs ci-après:

- le caractère rudimentaire des moyens de production,

- l'inadaptation des méthodes de conservation limitant la capacité d'absorption de l'industrie traditionnelle de transformation;
- l'insuffisance de personnel qualifié pour assurer un encadrement efficace de sous-secteur;
- l'enclavement des campements de pêche qui limite les possibilités d'accès aux grands marchés pour la vente en frais.

#### 2.4 La Pisciculture

La réhabilitation des infrastructures existantes et leur rentabilisation requièrent un solide programme de redynamisation dont les principaux axes doivent être:

- un personnel compétent et motivé pour l'encadrement des pisciculteurs ruraux,
- la possibilité pour ces derniers d'accéder au crédit pour passer à une échelle commerciale d'activité,
- l'encouragement de l'initiative privée pour le développement de la pisciculture industrielle;
- la production locale d'aliments de grossissement de bonne qualité et d'un coût abordable.

### 3. UTILISATION

La consommation totale de poisson au Cameroun est estimée à 175 000 t dont près de la moitié est importée (80 000 t) sous forme de poisson congelé, principalement du Chinchard. Le poisson représente près de 45% de la consommation de protéines animales.

La pêche industrielle commercialise à l'export les captures de crevettes sous forme congelé et sur le marché local le poisson en frais ou congelé.

La pêche artisanale maritime vend une grande partie de ses captures sur le marché local soit en frais (espèces de mer salées) soit transformée (fumée principalement) vendue sur le marché de gros de Bouassama ou exportée vers les pays voisins particulièrement durant les saisons d'abondance.

La pêche continentale dont une part importante des captures est autoconsommée. Une faible portion de ses surplus (dont la grande part est vendue sous forme transformée) est commercialisée sur le marché local et dans les pays voisins (Tchad et Nigéria).

CONGO

Avec une population de 1 836 000 ayant un taux annuel de croissance de 2,6% et une superficie de 342 000 km<sup>2</sup>, le Congo, à partir d'une façade maritime de 170 km, s'étire en longueur vers le Nord.

Avec 9 300 km<sup>2</sup> de plateau continental et 40 000 km<sup>2</sup> d'eaux intérieures, la pêche et l'aquaculture constituent un potentiel non négligeable. Le poisson est d'ailleurs la principale source de protéines animales mais 50% des besoins sont importés. Ceci explique la priorité que le Gouvernement donne au développement de la pêche.

1. POTENTIEL ET PRODUCTION

En l'absence d'une structure nationale de recherche halieutique, aucune évaluation précise des ressources n'est disponible et les statistiques de la pêche sont incomplètes.

1.1 Production Maritime Industrielle

Elle est assurée par une flotte nationale basée à Pointe Noire. Il y a six armements (SOCIMPEX, SCIM, Dubois, Agimex, Pepimex et SAGAP) opérant des chalutiers poissonniers, des chalutiers crevettiers et des sardiniers.

La flottille industrielle compte dix chalutiers poissonniers, trois chalutiers crevettiers et sept sardiniers. Le Tableau 1 ci-après donne le niveau des captures de 1985 à 1989.

Tableau 1

Production (t)

| Année      | 1985  | 1986  | 1987   | 1988   | 1989   |
|------------|-------|-------|--------|--------|--------|
| Production | 7 900 | 7 300 | 10 200 | 13 400 | 13 100 |

Il faut signaler la présence d'une flottille de chalutiers espagnols qui pêchent la crevette profonde. Peu d'informations sont disponibles sur leurs activités.

1.2 Production Maritime artisanale

Elle est le fait de deux communautés de pêcheurs artisanaux:

- les étrangers, principalement des Béninois,
- les nationaux (les Vilis),

Les Béninois utilisent les pirogues de type popo, importées du Ghana. Leurs embarcations sont toujours motorisées et plus performantes. Les Congolais utilisent les pirogues de type villi, construites sur place selon le modèle des pirogues fluviales. Seule une partie de ces embarcations est motorisée. La flottille piroguière est estimée à 530 unités dont 140 beninoises. Les engins utilisés sont les filets (maillants-dormants et maillants-derivants), les sennes de plage et les lignes. Le Tableau 2 ci-après, donne la production de cette pêcherie de 1985 à 1988.

| Année      | 1985  | 1986  | 1987  | 1988  | 1989 |
|------------|-------|-------|-------|-------|------|
| Production | 8 500 | 7 340 | 7 340 | 8 600 | N.A. |

### 1.3 La Production de la Pêche Continentale

Elle est de loin la pêcherie la plus importante du point de vue importance des captures. Elle est centrée sur la cuvette du Congo pour laquelle malheureusement aucune évaluation des ressources n'est disponible. La production est estimée à 32 000 t.

En juillet 1980, une mission du FIDA a identifié un projet de développement de la pêche dans la crevette du Congo. Le projet préparé en mars 1980 par le Centre d'Investissement de la FAO a reçu un financement de 4,25 millions de DTS sous forme de prêt remboursable en 15 ans avec un différé de 5 ans au taux de 4%. Les objectifs poursuivis portaient sur trois aspects :

- programme de vulgarisation et d'appui aux pêcheurs à partir de trois centres communautaires,
- collecte, amélioration de la qualité des produits et commercialisation;
- programme d'assistance technique par des experts permanents et des consultants.

Pour l'exécution du projet, le Gouvernement Congolais a créé l'ONAPEC, (Office National de la Pêche Continentale) avec un centre principal à Mossaka et une couverture des villages et campements situés en amont sur une centaine de km le long des rivières (Sangha, Likouala aux herbes, Kkouala Mossuka Koyon) et en aval le long de la rive congolaise du fleuve Congo sur une cinquantaine de km.

Une évaluation récente du projet conclut que du fait d'un surdimensionnement des Investissements et du manque de données précises sur les ressources aucun des objectifs fixés n'a été atteint.

La décision a été prise de procéder à une réorientation en définissant une nouvelle stratégie basée sur :

- un développement autogéré et participatif des pêcheurs artisanaux,

- une organisation des pêcheurs en associations pour créer un cadre de fonction aux techniques de pêche et de transformation des produits;
- une promotion des activités de recherche-développement;
- une promotion des activités de commercialisation.

Pour cette nouvelle orientation, une restructuration de l'ONAPEC est en cours.

#### 1.4 Production Piscicole

Il y a plus d'une dizaine d'années que le Gouvernement Congolais, ayant pris conscience du rôle que peut jouer l'élevage de poisson dans l'amélioration de la couverture des besoins de la population en protéines animales, a mis en oeuvre des programmes de développement (création de stations piscicoles, formation de vulgarisateurs, développement de l'activité piscicole en milieu rural). Les rendements actuels se situent en moyenne à 3,6 t/ha/an au niveau des stations et à 1,5 t/ha/an en milieu rural.

Malgré les résultats très prometteurs obtenus au niveau de la station de Njoumouna, la production annuelle totale de la pisciculture est cependant encore faible. Elle se situe entre 80 et 100 t.

## 2. CONTRAINTES ET PROBLEMES AU NIVEAU DE LA PRODUCTION

Plusieurs facteurs limitant le développement des activités productives du Secteur de la pêche au Congo ont été identifiées et discutées avec les autorités qui en ont la charge au plus haut niveau. Ce sont :

- l'absence, l'insuffisance ou la non-adéquation des infrastructures (secteur routier, infrastructures portuaires, infrastructures à terre de conditionnement de traitement et de conservation du poisson),
- la pêche industrielle, en l'absence d'accords de pêche avec les pays voisins enregistre des captures par unité d'effort en baisse continue suite à une surexploitation des stocks;
- la pêche artisanale maritime souffre de l'absence d'une véritable communauté de pêcheurs traditionnels nationaux et les pêcheurs étrangers sont mal intégrés du point de vue socio-économique. La performance des unités artisanales pourrait augmenter avec la mise en oeuvre de certaines mesures d'amélioration;
- la pêche continentale connaît d'énormes difficultés d'approvisionnement en facteurs de production en vivres au niveau des campements enclavés de pêche;
- en l'absence d'une structure nationale de recherche, la gestion des pêcheries est desarticulée;
- difficultés d'accès au crédit pour les opérateurs du secteur.



### 3. UTILISATION

La consommation annuelle de poisson au Congo est estimée à 105 000 t dont environ la moitié est importée sous forme congelé et salé-séché soit environ 50 kg de consommation annuelle per capita. En effet l'élevage est inexistant et le gibier se fait de plus en plus rare.

La pêche industrielle qui doit faire face à des investissements lourds parce basée sur une technologie importée, exporte la quasi-totalité des captures de crevettes. Espèce pour laquelle d'ailleurs, la demande locale est limitée par le faible pouvoir d'achat.

Les captures de poisson sont vendues en frais sur Pointe Noire et en congelé sur Brazaville. Le transport de Pointe Noire à Brazaville se fait par voie ferroviaire. La plupart des sociétés d'armement à la pêche importent également du poisson congelé, essentiellement des chinchards.

Il existe également à Pointe Noire, une unité industrielle de séchage du poisson, la CIPAC (Complexe Industriel pour l'Alimentation au Congo) qui importe du poisson saumuré (Brotules) d'Islande pour produire 600 t de poisson salé-séché par mois. Ceci permet de contourner la difficulté que constitue le monopole des importations de poisson salé-séché que détient l'OFNACOM (Office National de Commercialisation).

La pêche artisanale maritime approvisionne largement et exclusivement en poisson frais et fumé le marché local.

L'industrie traditionnelle de transformation est une activité largement pratiquée du fait de l'existence de courtes périodes de forte abondance des captures et de l'enclavement des campements de pêche.

Toutefois, au niveau des zones frontalières, il y a des échanges informels apparemment importants.

La pisciculture assure un approvisionnement en tilapia frais de bonne qualité. A Brazaville le kg de poisson est vendu jusqu'à 1 500 FCFA.

GABON

Situé dans le Golfe de Guinée, le Gabon dispose d'une façade maritime de 800 km et d'un plateau continental de 35 400 km<sup>2</sup>.

Le pays a disposé et dispose encore dans une certaine mesure d'importants moyens de développement du fait surtout des revenus pétroliers.

### 1. LES RESSOURCES HALIEUTIQUES

Le Tableau ci-dessous donne les potentiels pour les différents stocks marins en 1983.

| Stocks                | Poissons<br>Demersaux | Pélagiques<br>côtiers et<br>maritimes | Sémi-<br>pélagiques<br>côtiers et<br>maritimes | Thonidés<br>océaniques | Stocks<br>de<br>langoustes | Pêche<br>continen-<br>tale |
|-----------------------|-----------------------|---------------------------------------|--|------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Potentiel<br>(tonnes) | 30 000                | 130-150 000                           | 35 000   | 300-550 000            |                            |                            |

### 2. LA PRODUCTION DES DIFFERENTES PECHERIES

#### 2.1 La Pêche Industrielle

Elle opère une flottille de 38 unités dont 9 chalutiers glaciers, 18 crevettiers congélateurs et 11 cordiers. Malgré les rejets en mer qui constituent 30 à 40% des captures, les mises à terre sont estimées à 7 000 t dont 5 600 t de poissons et 1 400 t de crevettes.

Les principales sociétés d'armement à la pêche sont la SOGEMER, la S.G.P., l'Armement Coréen au Port de Libreville et Amerger Gabon au Port de Port Gentil. Ce sous-secteur traverse, depuis deux à trois ans une crise de plus en plus aigue du fait de:

- l'augmentation continue des charges d'exploitation (coût du carburant, frais de réparation liés à la vétusté des unités),
- la concurrence des produits d'importation qui limite la marge de manoeuvre au niveau de la variable "Prix";
- l'inadéquation des infrastructures portuaires.

#### 2.2 La Pêche Artisanale Maritime

Elle est pratiquée par environ 1 800 pirogues motorisées à 80% qui opèrent en milieu maritime, estuaire et lagunaire. La plus forte concentration de cette flottille se retrouve dans la Province de l'Estuaire, autour de Libreville bien que récemment un nombre de plus en plus important opère à partir de Mayumba (Province de Basse-Banco) sur les fonds rocheux côtiers

inaccessibles aux chalutiers. Les captures actuelles sont estimées à 11 000 t par an, chiffre qui pourrait être bien en-deçà des captures réelles du fait de la faiblesse du système de collecte et de traitement des données statistiques.

Dans le cadre des efforts de développement ce sous-secteur, le Gouvernement, suite à une étude d'Hydroconsul, a construit en 1980, sur financement FED, un Centre de Regroupement des Pêcheurs artisanaux à Owendo. Le Centre comprend une fabrique de glace, un hall de conditionnement et de vente du poisson, une chambre froide et diverses dépendances (bureaux, logements, magasins). Son activité était basée sur un monopole de la commercialisation des captures réalisées par tous les pêcheurs artisanaux regroupés.

Du fait de la mauvaise gestion des affaires et de l'inefficacité du monopole établi, les résultats ont été catastrophiques.

Le Centre a donc été momentanément fermé et ensuite donné en gérance à une société privée, PROMOPECHE, qui actuellement exploite les infrastructures fonctionnelles (chambre froide et bureaux) et travaille avec certains pêcheurs de Libreville et de Mayumba.

## 2.3 La Pêche Continentale

Elle est pratiquée par un nombre indéterminé de pirogues monoxyles en milieu fluvial et lacustre. Malgré l'importance des potentialités de cette pêcherie, sa production est assez faible et se situe en 500 et 3 000 t selon les sources gouvernementales. Mais en tenant compte du caractère actuellement très saisonnier de cette pêche (juillet-novembre) et de l'efficacité de capture des engins utilisés (filets maillants, ... et lignes) la production se situe très probablement entre 500 t et 1 000 t. En l'absence totale de programmes de développement en direction de cette pêcherie (infrastructures d'accueil, organisation de la commercialisation, vulgarisation et assistance technique aux pêcheurs) les résultats actuels sont encore bien en-deçà des potentialités.

A cet égard la pêche de crevette d'eau douce (*Macrobrachium vollehovii*) mérite une attention particulière.

## 2.4 La Pisciculture

Cette activité n'a pas connu le développement escompté.

## 3. CONTRAINTES ET PROBLEMES AU NIVEAU DE LA PRODUCTION

Le secteur de la pêche au Gabon après un bon élan au début des années 80, connaît présentement d'énormes difficultés au niveau de toutes ses composantes. En effet les programmes de développement mis en œuvre en période faste n'ont pas donné les résultats escomptés et la crise économique actuelle a largement réduit les possibilités d'intervention.

### 3.1 La Pêche Industrielle

A partir aussi bien du port de Libreville que de celui de Port Gentil, des investissements importants ont été réalisés sur la base d'évaluations

imprécises des ressources et l'absence de toute mesure de gestion rationnelle des activités de pêche.

Les contraintes majeures à la production sont:

- la vétusté de la flotte,
- la suppression de la subvention sur le gas-oil pêche et les pièces de rechange et le matériel de pêche;
- l'insuffisance et l'inadéquation des infrastructures à terre (ports de pêche, chantiers de réparation, chaîne de froid);
- le coût élevé des inputs locaux (énergie électrique, glace);
- l'insuffisance de main d'oeuvre nationale techniquement qualifiée.

### 3.2 La Pêche Artisanale

Les données statistiques sont particulièrement mal maîtrisées dans ce sous-secteur dont le développement aurait un effet positif plus important sur la balance commerciale. En effet, avec des inputs importés moins coûteux, elle contribuerait aussi bien à la réduction des importations qu'à l'augmentation des exportations en frais.

Les contraintes majeures à la production sont:

- la faible performance des pirogues du fait de leur rayon d'action et de leur autonomie limités,
- l'inefficacité relative des techniques de pêche utilisées;
- l'absence d'un fonds de crédit à l'équipement accessible aux pêcheurs artisanaux regroupés ou non;
- l'inexistence d'une véritable communauté nationale de pêcheurs artisanaux.

### 3.3 La Pêche Continentale

Les efforts de développement de la pêche ont été jusque là concentrés sur la pêche maritime, négligeant la pêche continentale.

Les contraintes à la production sont:

- le caractère très saisonnier de la pêche du fait de la faible versatilité des engins de pêche utilisés,
- les difficultés de commercialisation et d'approvisionnement du fait de l'enclavement des campements de pêche;
- l'absence d'une véritable tradition de pêche, surtout à caractère commercial;

- l'inexistence de services d'appui en termes de crédit et d'encadrement technique aussi bien pour la capture que pour la transformation et la commercialisation.

### 3.4 La Pisciculture

Lancée comme dans la plupart des pays africains depuis le début des années 50, la pisciculture devait dans une importante mesure contribuer à l'amélioration des populations. En 1967, le projet régional "Perfectionnement et Recherche en Pisciculture" financé par le PNUD et exécuté par la FAO, a permis par le biais du Centre National de Oyem (Province de Woleu N'Tem), de recentrer la conception de la vulgarisation, de relever la compétence technique du personnel d'encadrement et de varier les techniques et les espèces piscicoles. Deux stations piscicoles principales (Peyne et Oyen) et 10 stations secondaires ont été créées mais les objectifs fixés n'ont pas été atteints. Les principaux facteurs explicatifs sont:

- l'absence de tradition piscicole limite la motivation, l'initiative et les compétences techniques,
- l'insuffisance de cadres bien formés à tous les niveaux;
- l'insuffisance des moyens financiers et des services d'appui;
- la difficulté de surveiller les étangs pour prévenir les vols;
- la non disponibilité de sous-produits locaux utilisables comme aliment d'engraissage.

### 4. UTILISATION

La consommation annuelle du Gabon est estimée à 30 000 t dont 12 000 t d'importations pour plus de 2 milliards de FCFA. Le poisson est importé en frais, congelé, salé-seché ou appertisé.

La pêche industrielle exporte environ 3 000 t de crevettes principalement vers l'Europe, surtout à partir de Port Gentil et commercialise le poisson en frais ou en congelé sur le marché local.

La pêche artisanale maritime vend en principe la totalité de ses captures en frais ou salé-fumé sur le marché local mais une partie du salé-fumé est exportée vers les pays voisins (Cameroun, Nigeria). Il y a également que, depuis la reprise du Centre de Regroupement des Pêcheurs artisanaux d'Owendo par une Société privée, une certaine quantité de captures réalisées par la flottille artisanale pêchant à la ligne sur les fonds rocheux côtiers, est exportée en frais sur Paris-Rungis.

La pêche continentale qui est surtout une pêche de subsistance, commercialise la totalité de ses surplus occasionnels sur le marché local en frais ou fumé.

La totalité de la production piscicole est autoconsommée ou vendue en frais.

## SAO TOME ET PRINCIPE

Sao Tomé et Príncipe est un petit pays de 964 Km<sup>2</sup>, formé de deux îles principales habitées (Sao Tomé et Príncipe) et de plusieurs autres petites îles inhabitées totalisant une superficie d'environ 1 Km<sup>2</sup>.

Sa population est de 108 208 habitants dont la majorité (95%) se trouve sur l'île de Sao Tomé (859 km<sup>2</sup>); elle est essentiellement rurale.

Son plateau continental est très réduit (1 459 Km<sup>2</sup>) et aucune pêche industrielle n'y est exercée.

L'économie est soutenue principalement par les exportations de cacao dont les recettes annuelles ont chuté de près de moitié entre 1977 et 1984. Après l'indépendance, l'Etat a mis en place un système de gestion centralisé, exerçant ainsi un contrôle direct sur toute l'économie nationale. Mais depuis 1986, plusieurs entreprises d'Etat ont été privatisées.

### 1 POTENTIEL ET PRODUCTION

Avec la forte pente du plateau continental et par conséquent la proximité des grands fonds, les eaux sous juridiction nationale sont relativement pauvres. Le potentiel est estimé à 4 500 t/an pour une bio..... d'environ 14000 t.

#### 1.1 La Production Industrielle

Le pays dispose seulement de deux chalutiers congélateurs qui opèrent actuellement en Angola dans le cadre d'un accord de pêche. La pêche industrielle nationale a complètement disparu et seules cinq unités semi-industrielles sont encore en activité; leur production annuelle en 1987 est estimée à 176 t, soit 0,06% des captures totales. La pêche semi-industrielle offre des possibilités de développement qui méritent d'être étudiées de plus près.

#### 1.2 La Production Artisanale

Avec une flottille piroguière entre 1 500 et 2 000 unités, la pêche artisanale réalise actuellement à niveau des villages de pêcheurs regroupés en 14 plages, entre 2 000 et 2 500 t de mises à terre. Au niveau des deux îles, existant une communauté dynamique de pêcheurs traditionnels résolument tournés vers la mer.

#### 1.3 La Pêche Continentale

Elle est inexistante.

#### 1.4 La Pisciculture

Il existe un projet d'élevage de crevettes en mer (*Penaeus* ....) et de truite en altitude dans les eaux claires de 6-10°C. L'étude a été réalisée dans le cadre de la coopération bilatérale avec Cuba et un financement de la phase pilote est actuellement recherché.

## 2. CONTRAINTES ET PROBLEMES AU NIVEAU DE LA PRODUCTION

L'essentiel des captures débarquées à Sao Tomé et Principe proviennent essentiellement de la pêche artisanale qui à ce titre est déjà l'objet d'importants efforts d'encadrement et d'assistance (Projet FIDA, assistance Japonaise). Toutefois de multiples contraintes qui gênent son développement subsistent encore:

- faible performance des unités de pêche dont le rayon d'action et l'autonomie sont limités et appellent des mesures d'amélioration à partir, autant que faire se peut, de matériaux locaux.
- le taux de motorisation encore faible aussi bien du point de vue taux de couverture de la flottille que de celui des puissances utilisées
- l'état des routes rend difficile et coûteux la distribution des produits de pêche (frais et transformé)
- le rationnement de la fourniture de gas-oil pêche augmente les coûts de production car les pêcheurs sont obligés de s'approvisionner sur le marché parallèle à un prix 2,5 fois plus élevé que le prix officiel du litre
- l'absence de produit frais ou transformé destiné à l'exportation et susceptible de permettre directement à ce sous-secteur d'améliorer le bilan en devises de ses activités. L'espadon fumé pourrait être un produit d'exportation de la pêche artisanale mais évidemment ceci requiert étude et organisation
- l'inexistence de zones ménagées de débarquement et de triage du poisson au niveau des points de débarquement.

## 3. UTILISATION

La totalité des mises à terre est vendue sur le marché local. La femme joue un rôle prépondérant dans la commercialisation du poisson.

En effet, les acheteuses-revendeuses appelées localement "Palayées" opèrent directement au niveau des points de débarquement. En général c'est l'épouse du pêcheur qui après avoir prélevé la partie destinée à la consommation familiale, vend le surplus sur le marché (du village ou de la ville) ou à d'autres "palayées".

Les quantités achetées par les "palayées" sont en partie vendues en frais et en partie transformées en salé-séché, braisé-fumé et fumé-séché.

Dans le cadre d'un projet UNIFEM, l'introduction du fumoir commun a été tenté (adaptation du four Chorcor). Malgré la réticence affichée pour les transformatrices, cette tentative mérite d'être poursuivie et renforcée pour permettre en période d'abondance d'augmenter la productivité et d'envisager à terre l'exportation vers des pays voisins.

Liste des Personnes Rencontrées

CAMEROUN

1. Institutions d'appui à la Pêche (Douala)
  - Mr. A. Ango Obam  
Secrétaire exécutif  
Caisse de Développement des Pêches, Douala
  - Dr. N.T. Epée  
Directeur de la Mission pour le  
Développement de la Pêche au Cameroun (MIDEPECAM)
  - Dr. Kampe  
Délégué provincial de l'élevage des Pêches  
et des industries animales
  - Dr. Sanzhie  
Chef de Secteur de l'élevage des Pêches  
et des industries animales
  - Mr. Billé  
Chef de Service provincial des Pêches
  - Mr. Batik  
Contrôleur, Marché de Yupwe
  - Dr. Rita Lazzerini Ikome  
Chargé de Recherches, IRZ, Limbe
  - Dr. Folock  
Chef de Station p.c., Limbe
2. Armateurs/Importateurs
  - Mr. S. Faye  
Armements CAMECRUS
  - Mr. J. Hassan  
Armements, COPEMAR
  - Mr. P. Tchokondou  
Directeur commercial, Poissonnerie populaire
  - Mr. Andrade Antonio  
Directeur commercial, Constante Cameroun
3. Directions nationales (Yaoundé)
  - Dr. B.P. Satia  
Sous-Directeur, Direction de la Pêche



- Dr. E.B. Tebong  
Directeur, Institut de Recherches zootechniques (IRZ)
- Dr. J.D. Ngou  
Directeur-adjoint, IRZ

4. Institutions des Nations Unies

- Mr. Mbaye Diouf  
Directeur p.i., MULPOC de Yaoundé

CONGO

A. Brazzaville

1. Département de la Pêche

- Mr. H. Babassana  
Ministre de l'Industrie, de la Pêche  
et de l'Artisanat  
Chargé du Tourisme
- Mr. L.M. Nombo-Mavougou  
Directeur général de la Pêche
- Mr. M. Iwari  
directeur de la Pêche continentale
- Mr. C. Mayoukou  
Directeur de la Programmation et  
de l'évaluation des projets
- Mr. A. Makaya  
Conseiller à la Pêche
- Mr. F.R. Libilly  
Directeur général, ONAPEC

2. Département du Développement rural

- Mme H. Koubakouenda  
Directrice nationale du Projet  
de développement de la pisciculture rurale
- Mr. Marqué  
Expert en pisciculture (FAO)
- Mr. J.M. Niget  
Directeur général  
Ferme de pisciculture industrielle  
de Brazzaville

## 3. Nations Unies

- Dr. M. Ngom  
Représentant de la FAO
- Mr. A. Ouedraogo  
Représentant a.i. du PNUD

## B. Pointe Noire

## 1. Département de la Pêche

- Mr. D. Kissieriaoua  
Directeur régional

## 2. Armateurs/Importateurs

- Mr. Henri Faucon  
Armements Dubois
- Mr. Y. Criquet  
Armement Guenin  
AGIMEX S.A.
- Mr. H. Nakouzebi  
Gérantem Complexe Industriel  
pour l'alimentation au Congo (CIPAC)
- Mr. A. Morin  
Directeur technique, CIPAC

## 3. Institutions d'Appui à la Pêche

- Dr. Barro  
Chef du Centre ORSTOM
- Mr. B. Ntelessamou  
Directeur du Projet d'appui  
aux Pêcheurs artisanaux, Matombi
- Mr. Max Paladin  
Conseiller technique  
Projet d'appui aux Pêcheurs artisanaux, Matombi

GABON

- Alain Coefe, Représentant Résident Adjoint de PNUD
- Pambo Louis Gabriel, Directeur des Pêches Maritimes
- Antoine-Roger Nkogho-Eyi, Chef de Service des Pêches Maritimes
- Boulanga Mouleka Nzondo, Chargé des Statistiques de Pêche et des Enquêtes Socio-Economiques

- Moussadsi Emmanuel, Chef de Service des Pêches Continentales
- Boulingui Ilama Agnes, Responsable des organismes de pêche internationaux
- Minko Pierrette, SOGEMER, Libreville
- Albert Manon, Société Gabonaise de Pêche Industrielle, Libreville
- Debeygne, Amerger-Gabon, Libreville
- N'Toutounmh Gervais, Chef du Personnel Amerger-Gabon, Port-Gentil
- Guireau Wade, armement Amerger-Gabon, Port-Gentil
- Didier David, Directeur de Promopêche, Centre de Regroupement des Pêcheurs Artisansaux, Ouendo
- Louis Le Menach, Technologiste des Pêches, Comté des Pêches du Golfe de Guinée
- Ivendarere Raphael, Inspecteur des Eaux et Forêts, Ogaoué Maritime, Port-Gentil
- Communauté des pêcheurs Beninois du Village de Matanda
- Communauté des Pêcheurs Togolais du Cap Lopes
- Mbala Martin, Directeur de l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts
- Bouroubou Boroubou, Service des Pêches Continentales
- Alexandre N'Dombi D'Otala, Directeur des Pêches Continentales et de la Pisciculture

ROME

- Dr. W. Krone, Director Fishery, Industry Division, FAO
- Dr. B.F. Dada, Director, Fishery Policy and Planning Division, FAO

SAO TOME ET PRINCIPE

- NIAZO, Administrateur du PNUD
- Argemiro dos Prazeres, Directeur des Pêches
- Jorge Castelo David, Chargé de Division d'Evaluation des Projets
- Manuel Tavares Fernandes, Directeur de Projet Pêches Artisanales
- Filinto Soares D'Alva, Projet Pêches Artisanales
- Benjamin Leonor do Nascimento, Technologiste

- Elisio Neto do Spirito Santo, Projet Pêches Artisanales
- Manuel Gorge de Carvalho, Projet Pêche Artisanale
- Fernando Mendes, Président de l'Association des Pêcheurs d'Angolares
- Communauté des Pêcheurs de Praia Micolo
- Communauté des Pêcheurs de Santa Catarina
- Communauté des Pêcheurs de Neves
- Communauté des Pêcheurs de Ribeiro Alfonso